Journal 20 - 27 octobre 2021.qxp_HO 10/20/21 5:22 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 40 *New York : Tel : (718) 812-2820; • **Montréal** (514) 321-6434; • **Port-au-Prince**: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***20 - 27 octobre 2021***

NOUVELLES ESCALADES DU KIDNAPPING EN HAÏTI

Plus de 30 personnes séquestrées, dont 16 Américains

17 millions $ exigés comme rançon; un bébé de 8 mois parmi les otages....

Par Léo Joseph

Les gangs armés, qui encerclent la capitale haïtienne, ne cessent de serrer la vis autour des habitants de la plus grande ville du pays. Mais ce sont les escalades de l'enlèvement contre rançon qu'il ont poussé à l'extrême. Plus de 30 personnes ont été kidnappées sur la Route internationale qui mène à la frontière haïtiano-dominicaine, samedi dernier, dont 16 ressortissants américains, un Canadien et au moins 13 Haïtiens.

Selon les témoignages obtenus de la mission à laquelle les victimes sont affiliées, elles étaient au nombre de 17 à bord d'un minibus, qui a été capturé par des hommes armés, qui ne sont pas des policiers. Ces derniers les ont conduits à une destination jusqu'ici inconnue. Si la Police haïtienne et des agents du Federal Bureau of Investigation (FBI) dépêchés en Haïti, qui sont en négociations avec les preneurs d'otages savent où ils sont, ils se gardent de le dire, dans l'idée, disent-ils, d'assurer la sécurité

Suite en page 4

Michel Martelly et Laurent Lamothe, ceux à qui il faut penser quand on parle de la création des gangs armés.

DE RETOUR COMME CHEF DE L'AMBASSADE AMÉRICAINE EN HAÏTI

Kenneth Merten confronté à l'hostilité des Haïtiens

Jamais diplomate étatsunien n'a été si honni...

L'ambassadeur Kenneth Merten, au Palais national, avec MIchel Martelly et Laurent Lamothe, après avoir reçu sa décoration.

Par Léo Joseph

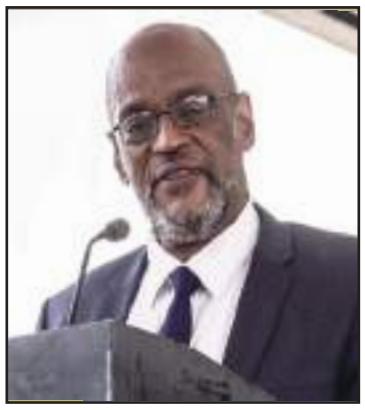
Si les diplomates américains en poste en Haïti étaient aux écoutes des commentaires se donnant libre cours autour de Kenneth Merten, tant dans les conversations privées que sur les réseaux sociaux, ils n'auraient jamais encouragé le Département d'-État à le retourner comme le représentant des États-Unis dans ce pays. Car, dans l'esprit collectif des Haïtiens, qui dit Ambassadeur Merten, dit architecte ou

Suite en page 2

L'IMPOSTURE D'ARIEL HENRY EXPOSÉE

Ses opinions révélées au Washington Post le mettent hors-jeu

Qu'attendent les signataires de l'Accord du 11 septembre pour faire marche-arrière ?



Le Premier ministre de facto Ariel Henry, interdit d'acces au Pont Rouge, par Babecue, s'est refugié à l'Autel de la patrie pour le depoî des fleurs et son discours d'occasion.

D'outre tombe, Jovenel Moïse impose sa volonté à Ariel Henry.

Par Léo Joseph

Les Saintes Écritures disent : «*C'est de l'abondance du cœur que parle la bouche* ». Terminé donc le jeu de devinettes avec Ariel Henry, par rapport à sa mission à la primature. Dans son texte d'opinion publié dans le quotidien américain *The Washington Post* (édition du 11 octobre 2021) il révèle celle-ci sans ambages. À ceux qui s'étaient laissé séduire par ses promesses, au point d'adhérer à son accord, il est plus que temps de faire

Suite en page 5

HAPPENINGS!

Two events, within 24 hours, proving the supremacy of the gangs in Haiti!

Arien Henry in the eye of a political storm.

By Raymond Alcide Joseph

With the brazen kidnapping on Saturday of some 30 individuals, including 17 American missionaries by the "*400 Mawozo*" gang near Croix-des-Bouquets, and the action, on Sunday, of the "*G-9 Family and Allies*" gang that violently forbade the Prime Minister to make the traditional flower wreath laying at the Dessalines monument in Pont Rouge in Port-au-Prince, there's

Continued on page 7

Journal 20 - 27 octobre 2021.qxp_HO 10/20/21 5:22 AM Page 2

DE RETOUR COMME CHEF DE L'AMBASSADE AMÉRICAINE EN HAÏTI

Kenneth Merten confronté à l'hostilité des Haïtiens

Jamais diplomate étatsunien n'a été si honni...

Suite de la page 1

partie prenante des politiques américains ayant accouché des crises dans lesquelles sombre présentement ce pays de la Caraïbe.

D'entrée de jeu, il faut comprendre qu'à la fin de son tour de service, à Port-au-Prince, l'ambassadeur Merten n'avait jamais laissé Haïti. En qualité de directeur général, au Département d'État, il y pilotait la politique du

Autre visite de Martelly par Kenneth Merten, au Palais national.

Département d'État à l'égard de notre pays, inspirant les décisions prises en faveur de Jovenel Moïse, décisions qui étaient attribuées à son prédécesseur, Michele Sison. À l'analyse, rien n'autorise à croire que celle-ci était à l'origine exclusive des tweets et communiqués de presse qui exaspéraient autant l'opposition haïtienne.

En effet, au Département d'État, Kenneth Merten a la réputation d'être une autorité sur Haïti. Ayant fait des études avancées en France, il maîtrise bien le français, ce qui lui a permis également de bien s'exprimer en créole et de connaître à fond la culture haïtienne. Le voilà donc bien équipée — peut-être mieux que tout autre citoyen américain — pour occuper ce poste. Mais, là où le bât blesse, c'est comment il a géré la politique de son pays à l'égard d'Haïti. Surtout après ses méfaits dans notre pays, ayant largement contribué à la manipulation du vote qui a favorisé l'accession à la présidence d'un misogyne doublée d'un phallocrate, en sus d'un toxicomane et d'un trafiquant de drogue, un champion reconnu du détournement de fonds publics et de la corruption.

Mais, nonobstant tous les atouts professionnels dont il dispose, vu les torts qui ont été commis à Haïti et dont il est un élément essentiel, comment le président Joseph Biden a-t-il fait choix de lui comme chargé d'Affaires en Haïti, dans la présente conjoncture ?

Quel rôle a joué Merten dans l'expulsion massive des migrants haïtiens ?

Il est curieux de constater le moment choisi par le président Biden pour nommer l'ambassadeur Merten comme chargé d'Affaires en Haïti, environ trois semaines après la mise en place d'un pont aérien par lequel environ 10 000 des plus de 13 000 réfugiés arrivés illégalement à la frontière sud des États-Unis, au Texas, en provenance de l'Amérique Latine (Argentine, Brésil, Chili, Colombie et Venezuela, etc.) ont été refoulés à leur pays. Sans avoir eu l'opportunité de formuler leur demande d'asile, dans ce pays, tel que stipulé par la loi américaine et les dispositions internationales. Avec Kenneth Merten, à la direction générale du Département d'État, il est opportun de s'interroger, quant au processus ayant abouti à la décision de déporter massivement les « *indésirables* » Haïtiens.

Quand on sait que ce diplomate est le plus chevronné par rapport à Haïti, se félicitant d'avoir quarante ans d'expérience de ce pays et de son peuple, on peut comprendre que personne d'autre ne saurait éclipser ses conseils, surtout quand il a offert son service à son pays d'aller aider à résoudre la crise multisectorielle, précisément à cette période unique de l'histoire dramatique de l'histoire du pays qui semble déborder le président Biden.

Après avoir participé aux tractations diplomatico-politiques, qui ont porté l'équipe PHTTiste au pouvoir et les transactions inavouables dont elles sont assorties, il est aisé de comprendre le choix dont l'ex-ambassadeur en Haïti est l'objet. De retour en Haïti, doté d'une telle expérience, à ce moment de grande crise pour Washington, le choix de M. Biden constitue un avantage à double sens, tant pour l'administration américaine que pour Merten et ses alliés politiques, en Haïti et aux États-Unis.

Signalons que, resté en tapinois, au Département d'État, des sources diplomatiques font croire qu'il inspirait toutes les décisions diplomatiques relatives à Haïti, pour ne pas dire il les prenait lui-même. On peut avoir une idée de son influence sur les événements survenus dans notre pays quand on se rappelle comment a été identifié, puis intercepté et enfin arrêté l'unique kidnappeur bourgeois, en Haïti, en l'occurrence Clifford Brandt.

En effet, lors du kidnapping des deux enfants de la famille Moscoso, celle-ci, qui a des liens familiaux avec M. Merten, avait alerté ce dernier au sujet des enlèvements. À l'époque, on faisait croire que l'arrestation de Brandt avait été possible grâce à l'intervention du Département d'État.

La connexion PHTK-diplomatie américaine

Depuis la présidence de Michel Martelly, dont les dérives criminelles et financières n'avaient pas, comme pour les administrations américaines, dans le passé, fait s'émouvoir grand monde, les secteurs sains et intègres d'Haïti « *s'étaient révoltés* » contre les Américains. Et quand le CORE Group s'associait à la politique américaine, dans la tolérance de Michel Martelly, il commençait à apparaître à tous les gens lucides que l'appui accordé à l'équipe PHTKiste était une option délibérément adoptée, de toute évidence, une politique basée sur des accords inavoués dont seul le maintien de cette équipe au pouvoir peut en garantir la pérennité. On se souvient d'heureuse mémoire que les gouvernements américains mettaient les pressions sur les dictateurs pour moins que les agissements délétères reprochés au chanteur du compas.

Les relations entre le PHTK et la diplomatie américaine se sont tissées dès l'année 2009 à 2012, avec Kenneth Merten comme chef de mission à l'ambassade américaine. Les événements entourant les élections de l'époque ne sont plus un secret.

Avant de quitter Haïti, à la fin de son tour de service, en juillet 2012, l'ambassadeur Merten reçoit de Michel Martelly, la décoration Grande Croix Honneur et Mérite.

Jude Célestin, le candidat officiel de René Préval était en tête, avec Mirlande Manigat en second et

Passeport, Michel Martelly

Michel Martelly en troisième position. À l'instigation d'Hillary Clinton, secrétaire d'État et son équipe sur le terrain, en Haïti, dirigée par Merten, elle fit transmettre le message à M. Préval selon lequel il devait porter son candidat à laisser tomber sa candidature pour que Martelly devienne numéro 1. Tout le monde connaît la suite. En tout cas, la secrétaire d'État agitait l'épouvantail de la « *coupe d'aide* » à Préval, s'il refusait d'obtempérer à cette demande.

Il faut se demander quelles faveurs ont été négociées, en termes de contreparties. Les secrets tardent encore à se révéler, sinon sous forme de bribes lâchées ça et là, la gestion opaque du pays par Martelly et consorts aidant.

Toutefois, la gestion de la Commission internationale de reconstruction d'Haïti (CIRH) confiée à l'ex-président Bill Clinton et Jean Max Bellerive, Premier ministre de René Préval, ayant eu à sa disposition une partie des USD 10 000 milliards octroyés à Haïti par les États membres de l'ONU, suite autremblement de terre du 12 janvier 2010, fait l'objet d'un scandale jamais déballé, puisque les acteurs disposent de grands moyens pour détourner l'attention de la grande presse. Il est aussi allégué que notre ambassadeur, Merten pour le nommer, avait des pouvoirs de décision sur le CIRH. Le nom du milliardaire Gilbert Bigio est mentionné dans l'octroi de contrat de gré à gré lui ayant permis de collecter des centaines de millions $ du Fonds PetroCaribe, avec la complicité de Marie-Carmelle Jean-Marie, alors ministre des Finances. On laisse croire aussi que l'ambassadeur Merten a de solides liens d'amitié avec le Groupe Bigio, alléguant même qu'après son rappel d'Haïti, il aurait bénéficié d'un contrat avec ce dernier, dont la nature n'a

Suite en page 5

Journal 20 - 27 octobre 2021.qxp_HO 10/20/21 5:22 AM Page 3

NOUVELLES BRÈVES

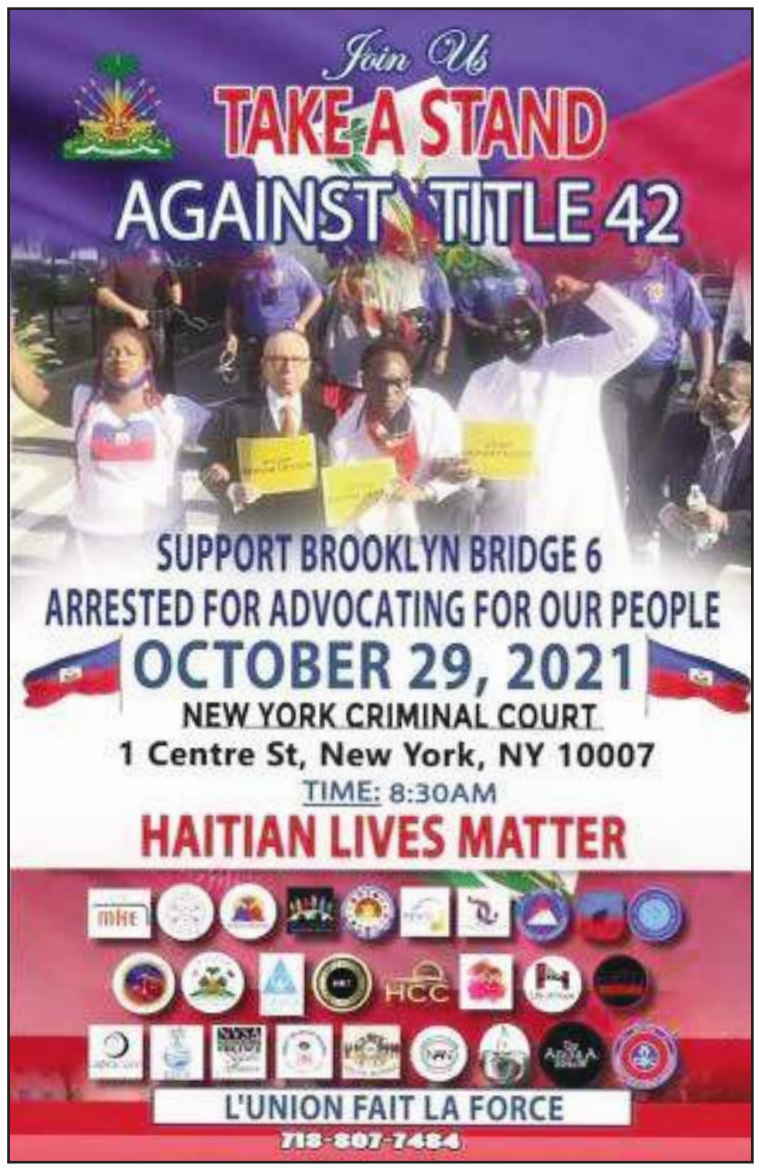
Les faits de l'actualité en vrac

Pendant que l'attention est retenue par les événements en Haïti, qui fait face à une crise multidimensionnelle, dont l'insécurité généralisée fait les grands titres, on tend à oublier des actions en diaspora, soit pour venir en aide aux migrants déjà bénéficiant de la possibilité du statut de « *Temporary Protected Status* » (TPS) ou de ceux tombant sous le coup de la Justice pour avoir manifesté en faveur des milliers de réfugiés haïtiens sous le pont international de Del Rio qui, d'ailleurs, ont été, pour la plupart, déportés en Haïti via un pont aérien ordonné par l'administration Biden.

Ainsi, nous portons à la connaissance de tous deux actions qui méritent notre attention, la première ce samedi, 23 octobre, et la seconde, le vendredi de la semaine prochaine, soit le 29 octobre.

En effet, ce samedi, à partir de midi 30, le rendez-vous est au 1010 Rutland Road, à Brooklyn, N.Y., coin de la 94e rue est et Rutland Road. Voir l'annonce sur cette page, dans un dépliant titré « REVIVAL WORSHIP & IMMIGRATION HELP ». Il s'agit d'un service gratuit pour ceux éligibles à faire une demande pour le TPS, accordant un statut légal à des migrants déjà au pays. L'annonce du Homeland Security à l'intention des demandeurs du TPS, a été faite le 22 mai dernier par le secrétaire de ce ministère, Alejandro Mayorkas.

À la réunion du samedi, on pourra obtenir, sans frais, les modalités pour la demande du le TPS, mais il y aura certains frais accompagnant le formulaire d'inscription à envoyer au ministère de Homeland Security. Voir le dépliant pour de plus amples renseignements, y compris les téléphones à appeler en cas de besoin. Bonne chance !



Premier dépliant de Ray

***Le 29 octobre, le rendez-vous est au tribunal** « *New York Criminal Court* ». C'est au No. 1, Centre Street, au bas de Manhattan, que six des gens qui protestaient contre la décision « *inhumaine* » de l'administration Biden contre les migrants haïtiens de Del Rio, le 27 septembre dernier, auront à se présenter, dès 8 h 30 du matin, pour connaître leur sort.

À souligner que les citoyens-(enne) indexés sont très connus dans la communauté haïtienne à New York. Il s'agit de l'avocat Sanford Rubenstein, Anya A., le pasteur Kevin McCall, Haiti Blues, Jackson Rockingster et le pasteur Samuel Nicolas. Dire que lors de leur arrestation, le 27 septembre, pour cause de « *désobéissance civile* », ils étaient accusés de « *bloquer l'accès au pont de Brooklyn* », pour attirer l'attention contre la loi dite « *Titre 42* » qui a été invoquée pour déporter des milliers de migrants haïtiens, tel que rapporté auparavant,

Jen Psaki

Il ressort qu'il y avait une première comparution, le 15 octobre, quand ils ont plaidé « *non coupables* » et le juge leur avait offert six mois de « *contemplation* » visant, à la fin, à laisser tomber le cas. Ils ont refusé, disant qu'il faut statuer sur la question une fois pour toutes. Ainsi, on fixé au 29 octobre la prochaine comparution.

Il est recommandé d'organise un sit-in devant le tribunal, le vendredi, 29 octobre, pour demander que justice soit faite en faveur de ceux qui protestent contre le traitement inhumain infligé aux migrants, car comme le dit très clairement le slogan en faveur des Noirs, « *Black Lives Matter* ». En effet, la vie des Haïtiens vaut autant que celle des ethnies blanches, que les autorités américaines accueillent toujours, comme cela se fait actuellement en faveur des Afghans, dont environ 95 000 seront accueillis aux États-Unis, après la débâcle américaine dans ce pays asiatique, suite à une guerre qui a duré une vingtaine d'années.

Deuxième dépliant de Ray

***Hier, on a appris que les ravisseurs des citoyens américains en Haïti demandent un million de dollars U.S. par otage.** Voilà les kidnappeurs des « *400 Mawozo* » qui se voient déjà multimillionnaires, car ils disposent de 17 otages en leur possession, dont un enfant de 8 mois ainsi que quatre autres mineurs, de 3, 5, 13 et 15 ans. L'âge des adultes varie entre 18 et 48 ans, selon un communiqué émis hier, 19 octobre, par *Christian Aid Ministries*, l'organisation mère basée dans l'état d'Ohio, qui continue de solliciter la « *prière* » pour trouver une issue à la crise.

Au cours d'un point de presse, hier, Jen Psaki, porte-parole de la Maison-Blanche, dit que l'administration Biden décline de discuter des détails du cas des kidnappés aussi longtemps qu'ils seront toujours en captivité. Mais elle maintient que la politique de non-paiement de rançon de l'administration est toujours de mise.

Alors, entre ce bras de fer, on se demande si *Lanmò Sanjou*, Wilson Joseph de son vrai nom, chef des « *400 Mawozo* » se prépare à sacrifier ces otages. On est à la veille de plus grands événements en Haïti que ceux qu'on a vus, ces derniers jours.

Pierre Quiroule II
20 octobre 2021

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 20 - 27 octobre 2021.qxp_HO 10/20/21 5:22 AM Page 4

NOUVELLES ESCALADES DU KIDNAPPING EN HAÏTI
Plus de 30 personnes séquestrées, dont 16 Américains

17 millions $ exigés comme rançon; un bébé de 8 mois parmi les otages....

Suite de la page 1

des victimes.

Les média, tant locaux que étrangers, y compris américains, persistent à identifier les 17 étrangers capturés par les malfrats, identifiés comme étant le gang «400 Mawozo », qui contrôle toute la zone des Croix des Bouquets, de Carrefour Schada jusqu'à la frontière de Malpasse. Pourtant les témoignages des riverains font état de plusieurs véhicules capturés par les ravisseurs, le même jour, avec leurs passagers, dont le nombre dépasse la trentaine. De leur côté, les ravisseurs, qui pensent avoir fait une « *pêche fructueuse* » avec la prise en otages des seize Américains et d'un Canadien, ils ne font aucune allusion aux victimes haïtiennes qu'ils ont détenues.

Un bébé de 8 mois et des ados parmi les otages

Selon les informations diffusées par les organes de presse, les adultes pris en captivités sont âgés de 18 à 48 ans. Alors que l'âge des enfants se situe entre 3 et 15 ans, soient 3, 6, 13 et 15 ans. Ainsi qu'un bébé de 8 mois.

Aucune information n'est disponible relative à la condition des victimes, ni du traitement dont ils sont l'objet. Leur lieu de détention reste un secret, il demeure entendu que les bandits, qui les ont pris en otages, ne les gardent pas à leur base. Sans doute, en raison du nombre, pour lesquels ils ne disposent pas de suffisamment de logements. Ou bien par souci d'éviter d'essuyer un éventuel raid pour les libérer. De toute évidence, la présence d'enfants à bas âge parmi les otages complique les choses pour les preneurs d'otages, qui sont obligés de faire bien attention, afin d'éviter tout accident. Car selon toute vraisemblance, c'est la première fois que des enfants aussi jeunes ont été kidnappés, des étrangers, par-dessus tout, pire encore des Américains, dont le public américain ne manquera pas de faire pressions sur les dirigeants pour qu'ils mettent fin à cette crise, qui risque de devenir une impasse. L'idée que cette situation pourrait traîner en longueur sur plusieurs jours, avec des enfants exposés au intempéries, comme c'était le cas pour les huit otages capturés au moins d'avril, parmi lesquels se trouvaient des religieux catholiques français, ne sera pas bien accueillie au sein du public, aux États-Unis.

Les informations présentement disponibles font croire que les preneurs d'otages ont une grande foule de personnes à nourrir et à loger, et aussi à prodiguer des soins adéquats, afin d'éviter qu'un fâcheux accident ne mette en danger la santé des gens en leur captivité. Un tour de circonstance qui serait de nature à compliquer les discussions en cours, en vue de la libération des otages.

Signalons qu'une source policière, en Haïti, a fait savoir que les bandits ont demandé le paiement de USD un million $ par personne, soit USD 17 millions $ en échange de la libération des otages. Il semble que, Lanmò San Jou (de son vrai nom Lionel Joseph), le chef du gang «*400 Mawozo* » ait diffusé une communication selon laquelle il est prêt à toucher la somme demandée, indiquant qu'il n'entend pas s'engager dans la logique de marchandage avec les familles des victimes.

Tout au début de la journée du samedi, après qu'eut été annoncée la nouvelle que les 17 Américains avaient été pris en otage, l'œuvre à laquelle ils sont affiliés avait indiqué que le minibus, à bord duquel ils voyageaient, avait été intercepté aux environs de Ganthier, village se trouvant sur la route internationale, menant vers la frontière avec la République dominicaine. La mission dont font partie les victimes s'appelle « Christian Aid Ministries », basée dans l'état d'Ohio. Selon le journal *Miami Herald,* un porte-parole de cette organisation a précisé que le véhicule dans lequel voyageaient les missionnaires at été intercepté alors qu'ils revenaient d'un orphelinat qui travaille en coopération avec Christian Aid Ministers, en route pour l'aéroport international, à Port-au-Prince. Une explication qui laisse croire que les otages — tout au moins certains d'entre eux — s'apprêtaient à retourner aux États-Unis.

Les responsables de cette mission évangélique sollicitent la prière des uns et des autres. Cité par le *Miami Herald*, ils ont déclaré que nombre de gens, y compris des membres de cette organisation, aussi bien les gouvernements haïtien et américain « *travaillent d'arrache-pied afin de ramener nos bien aimés sans encombre* ».

De son côté, cité encore par *Miami Herald,* Jen Psaki, attachée de presse, à la Maison-Blanche, a souligné que l'administration Biden se garde de fournir de détails sur cette situation, jusqu'à ce que le dernier Américain soit libéré sans aucune problème.

Des agents du FBI déjà sur le terrain

Selon les autorités américaines, à Washington, le FBI mène les opérations, de concert avec les autorités haïtiennes, en vue de la libération, en toute sécurité, des otages. Il avait été annoncé hier (lundi) qu'une « *équipe tactique*» était sur le terrain, à cette fin. Selon les autorités gouvernementales, à Washington, la situation a quelque peu changé, aujourd'hui, car, contrairement à hier, on a annoncé que les négociateurs de la Police haïtienne et du FBI étaient en contact avec les dirigeants du gang.

Le ministre de la Justice haïtien et de la Sécurité publique, Liszt Quitel, a confirmé que le gang 400 Mawozo exige une rançon de USD 17 millions $ pour libérer les otages, et que ceux-ci se trouvent logés ailleurs.

Si, en Haïti, certains, comme le colonel retraité Himler Rébu, pensent que les Américains seront obligés de verser la rançon exigée (tout au moins de payer) ne voulant pas prendre de chance pour qu'il n'y ait point de mort, d'autres pensent que les bandits seront soumis au régime de l' « *usure* », ayant l'impérieuse responsabilité de bien prendre soin des otages, car obligés de stocker des provisions pour 17 personnes, ou d'aller les acheter chaque jour, durant tout le temps de leur captivité, notamment de la nourriture pour bébés, un régime alimentaire bien équilibré pour adultes et ados, en plus de rendre les médicaments accessibles à ceux qui en ont besoin.

Les Américains sévèrement critiqués pour l'insécurité en Haïti

En Haïti, les critiques des Américains pour la crise sécuritaire fusent de toutes parts. La majorité des gens imputent aux gouvernements qui se sont succédés aux U.S.A., au cours des dix dernières années, de n'avoir rien fait pour arrêter la contrebande d'armes et de munitions qui sont, ou bien importées des États-Unis, ou transitent par les ports et aéroports américains.

Les organes de presse haïtiens n'ont jamais cessé de dénoncer la contrebande d'armes et de munitions, sous les régimes Martelly et Moïse, dont des cargaisons sont régulièrement interceptées aux différents ports du pays.

Par exemple, les premières commandes d'armes qui ont été importées, au nom de la Police nationale, mais distribuées de manière clandestines aux gangs armés et à des membres du gouvernement (des Galils importés d'Israël), surtout des parlementaires, ont été effectuées par Laurent Lamothe, de concert avec l'avocat Salim Soukar, son âme damnée. Depuis lors, des cargaison d'armes et de munition sont interceptées à des ports différents, notamment à Lafito, et aux ports des Gonaïves et de Saint-Marc. En dépit du tollé orchestré autour de chaque chargement découvert, le dossier est relégué aux oubliettes, sans qu'aucune suite lui soit donnée.

Mais la grande majorité des armes interceptées viennent des États-Unis. Pourtant, ce pays a un embargo sur ces engins destinés à Haïti.

Les gens sont presque unanimes à dire si les Américains avaient prêté l'oreille aux dénonciations de la presse, il y a fort à parier que les trafiquants illicites d'armes auraient trouvé d'autres moyens de vivre.

Signalons que parallèlement à ces kidnappings massifs perpétrés par le gang 400 Mawozo, des prises d'otages individuels ont été orchestrées par des hommes armés, non identifiés, au centre-ville, à Port-au-Prince mais à Martissant, au sud de Port-au-Prince. C'est au cours de l'enlèvement de l'avocat Patrice Derenoncourt, professeur de droit, aux universités, que le policier Étienne Pierre France Richard, attaché à l'unité Brigade de lutte contre le stupéfiants (BLTS) a été tué par les bandits au cours de l'enlèvement de Me Derenoncourt. Le même jour, une femme médecin a été enlevée à Martissant, au moment où elle s'apprêtait à rentrer chez elle, revenue de son travail. Pas moins de cinq autres personnes ont été kidnappées au cours du dernier week-end.

Par ailleurs, cinq cadavres ont été retrouvés sur la chaussée, à Montrouis, au nord de la capitale, dimanche. Les victimes ont toutes reçu des obus dans la tête. Quatre autres cadavres de personnes tuées style exécution, des

L'Immortel Dessalines

Par Garaudy Laguerre

Nous remercions tous ceux et toutes celles qui nous ont fait l'honneur de répondre, aujourd'hui, à notre invitation, et qui ainsi nous offre l'opportunité de parler de notre héros. Aujourd'hui, si nous ne sommes ni des Arawaks, ni des Taïnos, c'est tout simplement parce que les blancs européens ont exterminé les indigènes, à travers un des plus terribles génocides.

Si nous pouvons nous réunir aujourd'hui, sans avoir des chaines au cou, aux pieds ou au cerveau, si nous sommes encore vivants, si nos ancêtres n'ont pas subi le même sort que les indiens, c'est grâce à notre empereur, c'est grâce à Jean Jacques Dessalines. C'est la raison pour laquelle je vous invite, tous ensemble, de vous lever, d'observer une minute de recueillement pour commémorer sa mémoire et de répéter après moi : Merci papa Dessalines !

Aujourd'hui, nous commémorons donc la mémoire de Dessalines. En même temps nous condamnons la trahison qui a mis fin à ses jours et qui, en stoppant le projet dessalinien, a dévié la nation de sa vocation. Néanmoins, aujourd'hui et à jamais, nous ne cesserons de célébrer la vie et la contribution de l'Empereur Jean Jacques Dessalines, parce qu'il est immortel. Dessalines l'immortel avait un cœur rempli d'amour, amour pour son pays, pour son peuple, pour sa race, pour la nation et par-dessus tout amour pour la liberté.

Dessalines était un esclave des champs, rebelle de nature qui était très maltraité par les colons blancs. On l'enchaînait, mais jamais le dominait. On l'humiliait mais jamais ne lui faisait baisser la tête. Il portait des traces de coups de fouet sur tout le corps. Il les exposait comme le symbole de sa résistance et de son endurance. Malgré tout, il n'a jamais pensé à se venger de la méchanceté dont il était victime de la part de son propriétaire, le nommé Duclos et des autres colons. Sa tante, Toya, en lui enseignant que la Liberté n'ayant pas de prix et qu'il fallait lutter pour

Suite en page 9

Journal 20 - 27 octobre 2021.qxp_HO 10/20/21 5:22 AM Page 5

DE RETOUR COMME CHEF DE L'AMBASSADE AMÉRICAINE EN HAÏTI

Kenneth Merten confronté à l'hostilité des Haïtiens

Jamais diplomate étatsunien n'a été si honni...

Suite de la page 2

d'assurer la pérennité du PHTK, en la personne de son successeur trié sur le volet, il a jeté son dévolu sur Jovenel Moïse, totalement inexpérimenté en politique. Les activités illicites de ce dernier, notamment le trafic de drogue, ayant fait de lui l'ami de Magalie Habitant, commerçante de drogue patentée du Nord'Ouest et partenaire dans les affaires avec le *bandit légal* (Martelly), ainsi qu'avec le trafiquant de stupéfiants Evinx Daniel, dont il a été accusé du meurtre, de concert avec Kiko Saint-Rémy, le beau-frère de son mentor (encore Martelly) à l'instigation de celui-ci, Moïse a été élu président, alors qu'il se trouvait sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent. Cela ne l'a pas pourtant empêché de prêter serment et de devenir le digne successeur de Michel Martelly.

Un tel scandale a été diversement commenté en Haïti, surtout par les gens qui savaient combien, d'une manière générale, autrefois, les administrations américaines étaient allergiques à la corruption et tenaient à distance les dirigeants impliqués dans la corruption, en général, et le vol des deniers publics, en particulier. Mais d'une manière spécifique, elles tenaient à distance les dictateurs violateurs des droits humains.

La tolérance dont bénéficiait, d'abord, Michel Martelly, ensuite son successeur, de manière encore plus flagrante, ne finissait pas de dérouter les secteurs démocratiques haïtiens cherchant tous les moyens d'expliquer le comportement coopératif affiché par la communauté internationale aux dirigeants PHTKistes, de 2010 à aujourd'hui. En clair, cette stratégie participe d'une politique menée consciemment pour éviter que les mauvais coups portés au peuple haïtien ne fassent l'objet d'un débat public international.

Signalons, en outre que, eu égard à l'intervention de l'ambassadeur Merten, dans le dossier de la double nationalité de Michel Martelly, il semble qu'il ait menti volontairement, pour avoir certifié que Michel Martelly « *n'est pas citoyen américain* ». Car la page principale d'une copie du passeport américain du chanteur du compas trouvé, valable lorsqu'il prêtait serment comme président de la République d'Haïti, l'immatricule ainsi : *Michael* Joseph Martelly, né à Port-au-Prince le 12 février 1961. Passeport livré le 1er septembre 2007, expiré le 31 août 2012.

Somme toute, ceux qui ont participé à la vaste conspiration internationale pour infliger ce coup fourré par les urnes au peuple haïtien, alors que sur leur territoire ils défendent bec et ongle le principe « *Un homme un vote*», sont des fieffés hypocrites, en sus de promouvoir l'idéal des criminels.

On comprend bien pourquoi l'ambassadeur Merten est si honni, en Haïti, et qu'il aura du mal à lancer un « *dialogue franc*» avec les vrais patriotes haïtiens.

L.J.

L'IMPOSTURE D'ARIEL HENRY EXPOSÉE

Ses opinions révélées au Washington Post le mettent hors-jeu

Qu'attendent les signataires de l'Accord du 11 septembre pour faire marche-arrière ?

Suite de la page 1

marche-arrière.

Point n'est besoin de revenir sur les conditions dans lesquelles ce neurochirurgien est parvenu à la tête de la primature, bien que le président de facto défunt, qui l'a nommé, ne lui ait pas donné l'investiture avant son assassinat, le 7 juillet dernier. On peut, par contre, attirer l'attention sur le fait que, percevant que la communauté internationale, à la traîne des Américains, voulait que soient tenues des élections, dans le plus bref délai, comme le planifiait Jovenel Moïse, le Dr Henry a voulu envoyer un signal clair en ce sens à ces derniers. Il en a donc saisi l'occasion, dans une mise au point dans cet organe de presse.

Intervenant, au *Washington Post*, le Premier ministre de facto a indiqué être parvenu, suite à des semaines de négociations avec « *environ 550 partis politiques, organisations de la société civile et d'organisations socioprofessionnelles* », à signer un accord devant aboutir à la formation d'un gouvernement de consensus. Histoire, dans l'esprit du protocole, appelé Accord Ariel ou Accord du 11 Septembre, de mettre sur pied une « *gouvernance apaisée et efficace pour la période intérimaire* ». Bien que l'homme présentement logé à la primature ne fasse pas l'unanimité, non plus le consensus, au sein de la classe politique, alors qu'il exerce tout seul le pouvoir exécutif, il fait tout pour s'accrocher au pouvoir. Son plus grand souci semble vouloir plaire, non au peuple haïtien, son vrai patron, mais à Washington et ses alliés. Aussi, dans ses prises de position véhiculées dans le quotidien de Washington, Ariel Henry s'est-il voulu rassurant à l'égard des États-Unis, par rapport au projet électoral et référendaire de Jovenel Moïse.

Ariel Henry épouse la vision politique du président de facto défunt

Entre le Premier ministre de facto et l'équipe du secteur démocratique et populaire pilotée par l'avocat André Michel, l'ex-sénateur Nènèl Cassy et l'ancienne ministre de la Condition féminine Marjorie Michel, on se demande qui a incité qui à se convertir. À prendre connaissance des opinions émises par M. Henry, il semble que Me Michel et alliés aient trouvé de bonnes raisons de changer leur fusil d'épaule. Car l'interview sur laquelle se base le texte en question est publiée dans l'édition du 11 octobre du journal.

En effet, Ariel Henry déclare catégoriquement : « *J'ai accepté le poste parce que je croyais en la vision du président et en son engagement à laisser un héritage, d'abord, en modifiant notre constitution, puis en organisant les élections qui avaient été ajournées pendant plus d'un an. Les élections présidentielles devaient avoir lieu le 26 septembre, et si l'impensable ne s'était pas produit, peut-être aurions-nous déjà une idée claire de la voie à suivre. Moïse pensait que la constitution était à l'origine d'un grand nombre des impasses politiques que nous avons connues, au fil des ans, et je suis d'accord* ».

Me Monferrier Dorval a droit à la justice, comme tous les citoyens haïtiens, au même titre que Jovenel Moïse.

L'avocat André Michel, un des principaux alliés d'Ariel Henry.

Cette double mission pour laquelle le président de facto défunt se battait bec et ongle, à concrétiser, allant jusqu'à former un Conseil électoral provisoire (CEP), en dehors des normes légales et constitutionnelles; et créer un « *conseil consultatif indépendant* », en vue de rédiger la nouvelle constitution, était, entre autres, farouchement combattu par certains signataires de l'Accord du 11 septembre, dit Accord Ariel Henry.

Mais comme gage d'assurance renforcé à ses commanditaires politico-diplomatiques étrangers, il a jugé opportun d'insérer ces points de vue dans son texte : « *Depuis mon entrée en fonction, j'ai toujours été convaincu que les cerveaux et les auteurs de cet horrible assassinat devaient être traduits en justice. Je sais qu'ils le seront. Le respect de l'enquête indépendante est primordial pour moi et c'est pourquoi je n'ai pas demandé à en être informé ou à m'en enquérir* ».

Pourtant, pas une seule fois, depuis qu'il a pris logement, à la primature, le Dr Henry n'a même fait allusion à l'assassinat, également brutal et crapuleux, du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Port-au-Prince, Me Monferrier Dorval, voilà déjà plus d'un an. L'enquête diligentée afin d'identifier les différents acteurs impliqués dans ce crime, immédiatement après sa commission, le 28 août 2020, et qui piétine volontairement, est comme reléguée aux oubliettes. Au contraire, le Parquet de Port-au-Prince, à l'instigation de l'ex-ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Rockefeller Vincent, qui mettait les bâtons dans les roues des enquêteurs, continue de tourner en rond, par rapport au dossier Dorval. Bien que ce dernier ait été limogé par le Premier ministre de facto, pour cause d'insubordination à son égard, la primature d'Ariel Henry continue d'ignorer le crime perpétré contre le défunt bâtonnier de Port-au-Prince, dont de sérieux soupçons pèsent sur le couple présidentiel Jovenel et Martine Moïse. Jusque-là encore, la justice reste muette sur ce cas. Pourtant, dans son article au *Washington Post*, Ariel Henry renouvèle son serment de faire en sorte que Moïse et sa famille trouvent justice.

Il en est de même pour les prisonniers politiques, qui continuent de croupir en prison, certains depuis plus de

Suite en page 8

Journal 20 - 27 octobre 2021.qxp_HO 10/20/21 5:22 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Gang kidnape youn gwoup 17 misionnè ameriken ! Byenveni Kenneth Merten ! Nou te pale yo, yo pa t vle kwè

Samdi, 16 oktòb la, gang « *400 Mawozo* », nan Kwa dè Boukè, fè youn mèvèy pou swete Chaje Dafè Kenneth Merten byenveni ann Ayiti, epi pou voye youn mesaj bay sousekretè Deta Uzra Zeya, ki sanble deklare yo lagè. Yo fè youn bann kidnaping nan zòn nan, bò Gantye. Yo pran anviwon 30 mounn konsa, pami yo 17 misyonnè ameriken ak tout timounn ki te ak yo. Se pi gwo nouvèl ki te

Chèf 400 Mawozo a, Lanmo Sanjou, ak kèk lietnan l yo.

gaye toupatou nan dimanch la. Sa te nan tout gwo jounal, kòmanse sou *Washington Post*, nan kapital ameriken nan, pase pran *Miami Herald*, *New York Times*, *Le Monde*, nan kapital franse a, epi kanta pou televizyon se pa pale, avèk CNN ki pran devan.

Mesye Merten, ki panko gen youn semèn depi li nonmen Chaje Dafè ann Ayiti, vin ranplase anbasadè *Michele Sison*, ap pran premye tèst li, dizon egzamen l, sou kesyon gang nan. Ēske se youn fason pou chèf gang nan, « *Lanmò Sanjou* » di msye « *Nou konnen se mounn pa n ou ye, sa p ap deranje w !* » Osnon èske se bezwen yo bezwen wè kijan msye pral reaji ? Ēske chèf gang nan ap di sousekretè Deta Uzra Zeya yo pa nan pale anpil, y ap tann ni pase alaksyon ? De youn fason ou de youn lòt, otorite ameriken yo, ki te pran kesyon gang Ayiti a kòm jwèt timounn, oblije reaji youn lòt fason, paske kounnye a gang yo manyen sitwayen pa yo tou, pa sèlman Ayisyen k ap sibi san rete.

Men n ap vin sou Kenneth Merten an premye, paske depi prezidan Michel, osnon Michael Joseph Martelly te fin dekore l nan lane 2012 la, li kite Ayiti a, sanble li pa konn realite peyi a, byen ke n tande se pi gwo ekspè sou Ayiti nan Depatman Deta. Kounnye a ke l rantre nan baz gang yo, kivedi tout Ayiti, fòk yo batize l, nèspa ? Epi se konsa li vin fè konesans ak sa yo rele gang. Sa bon pou li, paske l ap aprann byen vit sa « *Bandi legal* » li te ede mete sou pouvwa ann Ayiti a gentan regle nan prèske 10 zan depi l pa t vrèman bay gang yo enpòtans yo merite.

Fò n pa bliye sa k te pase nan lane 2012, youn lane apre Michel Joseph Martelly, osnon Michael Joseph Martelly te deja pase pye l aletriye, byen chita sou chwal li nan Palè nasyonal. Pawòl te pran lari ke msye se Ameriken e Konstitisyon 1987 li te prete sèman sou li a byen klè sou sa. Si youn mounn te pran youn lòt nasyonalite pase pa Ayisyen an, li pa ka prezidan peyi a. Okontrè, se senatè Moïse Jean-Charles ki te pi cho devan bann nan ap denonse sa.

Ou kwè n sonje sa k te pase ? Nan dat 8 mas 2012. nou te wè anbasadè *Kenneth Merten* nan televizyon nan Pòtoprens ap defann prezidan l nan, pandan l te nan youn reinyon ak plizyè lòt diplomat. San dout pandan li t ap peze gwo zòtèy li nan soulye l, li te di : « *Non, Michèl Martelly pa sitwayen Ameriken !* » Nou tande koze ? Reprezandan swa-dizan pi gwo demokrasi nan kontinan amerik an, ap bay manti, san dout ak konsantman bòs li nan Wachintonn, Hillary Clinton, sekretè Deta, menm djòb Antony Blinken gen kounnye a.

Antretan, Martelly gen youn paspò ameriken nan pòch li sou non Michael Joseph Martelly, ki bon pou 5 an, soti 1er septanm 2007 rive 31 out 2012. Apre gwo manti Kenneth Merten nan, nou pa konn sa l resevwa sou lè kote, osnon anba tab, men, an franse, yo di : « *l'ascenseur lui a été retourné* ». Nan mwa jiyè 2012, anvan l kite Ayiti, Kenneth Merten kanpe devan patwon l, prezidan Michel/Michael Joseph Martelly k ap dekore l ak pi gwo tit li te ka ba l : « *Grande Croix, Honneur et Mérite* ». Wi papa, Kenneth Merten merite l antan ke gwo mantè devan Letènèl, anplis de parenn PHTK, ki responsab lame gang ki blayi toupatou nan peyi a kounnye a, e ki sot bay msye youn bèl demonstrasyon nan samdi a.

Alò, kòm se li menm, Kenneth Merten, ki te ban nou « *Bandi legal* » la, ki te met ansanm ak Laurent Salvador Lamothe, pou òganize gang yo, ba yo zam ak mezi minisyon yo vle, pou vin met peyi a tèt anba, nou vin tonbe nan pye verite a. Kounnye a, gang yo santi yo toupisan pou montre Ameriken pouvwa yo. Alò, n oblije mande Chaje Dafè a, kisa li pral fè nan kesyon gang nan ? Paske m ap repete sa m ap di depi kèk jou, « *Toutotan kesyon gang nan pa regle, Anyen p ap regle ann Ayit i!* »

Kounnye a, n ap fè youn ti pase sou sa sousekretè Deta Uzra Zeya, ki te debake le 12 mas ann Ayiti, te di, apre premye jou l lòtbò a, apre l te fin rankontre minis Jistis la epi chèf Polis la. Li te deklare kesyon gang nan « *primòdyal* », kivedi nou pa ka dòmi sou sa. Li te menm di fòk gang yo « *demantle* ». Gwo pawòl, nèspa?

Vwala ke kou l kite Ayiti pou l al Panama, « *Lanmò Sanjou* » bay gwo demonstrasyon sa a. Li fè gang « *400 Mawozo* » pran 30 mounn konsa konsa, nan samdi a. Pi fò pami yo se Ameriken, misyonnè, yo di, ak ti mounn tou. Epi yo bay chif la :17 Ameriken, plis pase lamwatye nan mounn yo kidnape yo.

Kisa Uzra Zeya ap di nan sa kounnyea a ? Kòm li te deja di, peyi l, Etazini, pral travay ak Lapolis pou ranfóse l ! Konbyen tan sa pral pran pou ranfòse l, epi netwaye l tou ? Paske, mezanmi, gang fin enfiltre Polis la. O wi, yo pral travay ak Lajistis tou, pou respekte dwa mounn. Bèl pawòl ! Men kesyon gang nan « *primòdyal* », kòm sousekretè Deta a te di. Sa mande regleman alapapòt, depi yè, avanyè, menm depi dè mwa.

An palan de sa, mwen pa ka pa lonje dwèt sou tout otorite Nasyon Zini yo, pa Etazini yo, elatriye, ki depanse 10 milya dola

Michèl Mateli ak Loran Lmot fin dekore ambasadè Kennèt Mèten.

ann Ayiti depi 2004, selon sa ansyen depite Jerry Tardieu te ekri nan memo bay *Brian Nichols* ak *Juan Gonzalez*, 2 gwo otorite Depatman Deta, ki te pase 2 jou ann Ayiti, epi ki te kite nan dat 1er oktòb. Se misyon sou misyon yo te voye ann Ayiti, menm jan yo sot bay BINUH youn lòt 9 mwa,

Sekeretè Deta Uzra Zeya gen lè pa regle anyen. Antouka, li poko.

apati de 15 oktòb sa a, pou met lòd ak jistis ann Ayiti. Epi yo renmèt nou sa nou wè la a. Yo t ap banbile, griyen dan yo, pandan gang t ap fleri toupatou, anba je yo ! Mwen rann yo tout responsab pou sitiyasyon n ap viv kounnye a. Donk, nou pa bezwen tande lòt bèl pawòl, sitiyasyon an man de aksyon. Men nou pa gen okenn konfyans ke Kenneth Merten, parenn PHTK, ka regle anyen nan sa. Okontrè, nou pa ba l bouch, men fò l veye zo l, paske gang pa gen respè pou ki ke se swa, Ayisyen, nòmalman, se sa yo te kwè. Men Franse, Kanadyen, Ameriken ak lòt nasyon tou, tout mounn jwenn !

Pawòl twò fò, machwè gonfle ! M oblije fèmen bwat koze a epi m ap obsève yo. Men m ap di yo, se pa Jodi a n ap avèti yo, men yo p at okipe n tankou chen. Jodi a yo nan pye verite a. Pa gen manti nan sa. M ale !

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
20 oktòb 2021

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 20 - 27 octobre 2021.qxp_HO 10/20/21 5:22 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

macabre game in Haiti.

Reportedly, in broad daylight Saturday morning around 8:30, the gang controlling the Croix-des-Bouquets region, some 15 miles northeast of the capital of Port-au-Prince, seized several vehicles, including a bus with the American religious folks that were returning from helping with an orphanage in the Ganthier community.

The Berlin, Ohio-based Christian Aid Ministries confirmed that 16 of those kidnapped were American citizens and one Canadian. The group included seven women, five men and five minors. Based on messages they had sent before being deprived of their cellular telephones, one of the kidnapped told headquarters: "*Please pray for us. We are being held hostage. They kidnapped our driver. Pray pray pray. We don't know where they're taking us.*"

This harks back to what the *"400 Mawozo"* gang did last April in these surroundings when they had seized 10 Catholic missionaries, including priests and nuns, two of whom were French citizens. They were held hostage for more than two weeks before their release for an undisclosed sum. How many millions will the gang demand now? It's any one's guess.

Things may end differently this time because late Sunday, *Mimi Herald* confirmed Monday that "an FBI team is already in Haiti to investigate on the kidnapping of the 17 American missionaries.The American government is quite preoccupied by the kidnapping of its citizens, including a two-year-old child."

Jimmy Chérizier or Babecue,, the only "Authority" who could lay a wreath at Pong Rouge, October 17, 2021.

Finally, the United States, which appeared aloof about the kidnapping of Haitian citizens, except for keeping the diplomatic staff in Haiti in "secured compounds," may be dropping its lethargic stance, as the gangs become more brazen in their actions.

Meanwhile, the "G-9 Family and Allies," the flagship unit of the "Federated Gangs" of Commander Jimmy Chérizier, aka Barbecue, showed their mettle on Sunday, October 17, the national day commemorating the assassination of Jean-Jacques Dessalines, Haiti's emancipator. Unheard of, here was Barbecue, dressed in white, spotting a black tie, wielding his heavy weapon, surrounded by hundreds, also dressed in white and black, several of them heavily armed. They were parading as they moved on toward Pont Rouge, in the northern entrance to Port-au-Prince, where the statue and shrine to the emperor stand, at the place where he was assassinated in 1806, only two years after he had declared independence from France.

As it is, Prime Minister Ariel Henry, also dressed similarly as Commander Chérizier, didn't make it to Pont Rouge, having been upstaged by Barbecue from assuming the role reserved to a sitting president, to pay homage on October 17 to the fallen hero of Haiti's independence. According to information circulating on social networks, the Prime Minister's office had paid a hefty sum to the gang to get its cooperation for the October 17 commemoration. This was categorically denied by the Prime Minister's office in a communique issued Sunday, denouncing, "The lies circulating on social media" and stating the Prime Minister's determination "to vigorously pursue the armed gangs even to the gates of hell."

Perhaps, the officials will plan a better attack before reaching the gates of hell because the police mobilization to make possible the Prime Minister's visit to Pont Rouge was a flop that almost turned tragic. Indeed, Police Chief Léon Charles had mobilized some of his men to accompany the Prime Minister to Pont Rouge. A skirmish ensued as they approached the area, already occupied by Barbecue and heavily armed gangs. When a bullet flew past the vehicle of the Head of government, he asked to retreat quickly. His caravan sped away from imminent danger. He did the next best thing by laying the flower wreath outside the National Pantheon, on the Champ de Mars, near the National Palace. He couldn't go in because the doors of the Pantheon were closed that Sunday.

He followed that by traveling to Marchand Dessalines, nearly 80 miles away, to the emperor's capital in the Artibonite region, to deposit another wreath of flowers at a public place where there's a statue of Haiti's first emperor, the country's equivalent of George Washington. Nothing is mentioned about the Prime Minister attending the traditional October 17 mass in Marchand Dessalines. No doubt, it was not planned because the major event was to take place at Pont Rouge.

Just to show off, in the absence of Barbecue's "soldiers" in their stronghold of Cité Soleil, while protecting their chief at Pont Rouge, the Prime Minister had his caravan weave through Haiti's preeminent slum neighborhood, as he took Route 9 to connect to Route 1, the main highway leading north to the Artibonite.

Prime Minister Henry can still boast of a victory because he made it to Marchand Dessalines, whereas the late President Jovenel Moïse had failed, last year, to make it to both Pont Rouge and Marchand Dessalines, having been forced to confine his activities to the National Pantheon to which he went very early in the morning. In fact, October 2018 was the last time President Moïse had set foot at Pont Rouge. Even then, he only had time to dump the flower wreath at the base of the monument while he, his then Prime Minister Henry Céant and their cortège fled under an avalanche of stones. A month later, the massacre of La Saline, adjacent to Pont Rouge, occurred. That was President Moïse's revenge. In addition, who was in charge of carrying that massacre if not Jimmy Chérizier, who was finally denounced, on Human Rights Day, December 10, 2020, by President Trump's Treasury Department, which evoked the Magnitsky Act against him and two top officials of Jovenel Moise's administration, for human rights abuses in the La Saline massacre. Still outstanding is an arrest warrant against the most powerful man in Haiti: Jimmy "Barbecue" Chérizier. Last Sunday, he was seen kissing a large picture of Jovenel Moïse, especially set up at the base of the Dessalines monument in Pont Rouge, as he called for "justice" for his slain hero who had protected him from the police until his death.

Obviously, the problem of the gangs in Haiti is not a new phenomenon. It has existed, with official support, for a long time. For unknown reason, American officialdom has ignored it until it has become a national phenomenon in America, making the front pages of the major newspapers and as number one news item on the television networks.

Tell, I pray, who controls Haiti now, if not the gangs who were organized, armed and provided with ammunition in the beginning, by the self-styled "Legal Bandit" Michel or Michael Joseph Martelly in collaboration with his then foreign minister, later Prime Minister Laurent Salvador Lamothe. In addition, who engineered the rise of Martelly to the presidency, if not then Ambassador Kenneth Merten, carrying the policy of Secretary of State Hillary Clinton? Now, the same Kenneth Merten is dispatched to Port-au-Prince as Chargé d'Affaires, ostensibly to bring order to the tragic chaos which he helped create by hoisting the "Legal Bandit" to the presidency and lying about his American citizenship to keep him in power, in contravention of the Haitian constitution.

Chased from Pont Rouge by the G-9 gang, Ariel Henry delivered his speech at MUPANA.

Whatever happens in the next few weeks in Haiti, may it be known that, the motto, which we've made ours since the beginning of September, is pertinent: ***"As long as the gang problem isn't solved, there won't be any solution to anything in Haiti."***

RAJ
20 October 2021

Journal 20 - 27 octobre 2021.qxp_HO 10/20/21 5:22 AM Page 8

L'IMPOSTURE D'ARIEL HENRY EXPOSÉE

Ses opinions révélées au Washington Post le mettent hors-jeu

Qu'attendent les signataires de l'Accord du 11 septembre pour faire marche-arrière ?

Suite de la page 5

de deux ans, sous des accusations spécieuses, maintenus en prison simplement pour avoir été accusés de faire opposition au président de facto défunt. Dans la logique du neurochirurgien, exposée dans le quotidien américain, croyant « *en la vision du président* », et s'engageant à la défendre, per fas et nefas, sa politique consiste à punir tous ceux dont les actes faisaient obstacle à son président lui dictant sa politique d'outre-tombe.

Garder le pouvoir pour les cinquante prochaines années

Ayant accédé à la présidence, sous la bannière du *Parti haïtien tèt kale* (PHTK), Michel Joseph Martelly a pris l'engagement de maintenir cette formation politique aux commandes de la République, pour les cinquante prochaines années. Unique moyen d'assurer l'impunité, à lui-même et à ses alliés politiques, pour leurs innombrables crimes (politiques, financiers et sociaux). C'est dans cet objectif que Martelly a fait choix de Jovenel Moïse comme successeur, en sus d'avoir mis en

L'ex-sénateur Nènèl Cassy, autre allié politique d'Ariel Henry.

place une structure politique basée sur le crime organisé. Structure placée sous la garde de celui qui l'a remplacé immédiatement au Palais national, avant qu'il n'y retourne pour continuer la valse criminelle. Aussi tous ceux qui ont contribué à la destruction des institutions républicaines d'Haïti et à la *somalisation* du pays se donnent-ils rendez-vous aux différentes occasions du renouvellement du personnel administratif. Histoire d'assurer l'« *intégrité* » du système criminel et corrompu qui a été mis en place, à la faveur des élections de 2010-2011. Autant dire, l'expérience a démontré que la présence de diplomates étrangers, en mission en Haïti, ne signifie pas automatiquement une garantie d'appui à la démocratie ou de sa promotion.

De son vivant, Jovenel Moïse, dont le mandat venait à expiration le 7 février 2021, mais persistait à s'accrocher au pouvoir, s'employait, en dépit des manifestations multiformes et la mobilisation populaire quasi permanente des secteurs démocratiques, à foncer dans le sens des élections générales et d'une consultation référendaire interdite par la constitution, gouvernant à coups de décrets depuis le mois de janvier 2020, dont certains on ne peut plus scélérats.

En faisant sa profession de foi aux stratégies politiques de son patron défunt, Ariel Henry témoigne de sa volonté de donner corps à sa vision. En ce sens, il est resté égal à ses engagements. C'est pourquoi, d'aucuns s'étonnent que des secteurs politiques ayant lutté inlassablement contre les stratégies politiques scélérates du défunt président de facto restent encore attachés à l'Accord du 11 septembre, nonobstant les dernières révélations du Premier ministre de facto dans le *Washington Post*.

À la lumière des faits, gestes et déclarations d'Ariel Henry, ceux qui s'étaient trompés de bonne foi à son égard, durant les premiers jours de son entrée officielle, à la primature, n'ont plus d'excuse pour se laisser berner. L'homme laissé par Jovenel Moïse pour continuer son programme sur terre est un loup déguisé en agneau dans la bergerie. L'imposteur reste ce qu'il est. Le peuple haïtien n'en fait plus d'illusion.

L.J.

Journal 20 - 27 octobre 2021.qxp_HO 10/20/21 5:22 AM Page 9

L'Immortel Dessalines

Suite de la page 4

pas de prix et qu'il fallait lutter pour l'arracher à tout prix, lui avait ainsi inculqué une ambition bien plus élevée.

Dessalines était un révolutionnaire : « Nous devons faire le serment de lutter jusqu'au dernier soupir pour l'indépendance de notre pays ». Cette affirmation

n'était pas seulement une déclaration ou le souhait d'un beau diseur qui a peur du combat ou qui craindrait d'affronter l'ennemi. Loin de là. Dessalines était un guerrier intrépide dans toutes les batailles qui ont abouti à l'abolition de l'esclavage et à l'indépendance du pays. Il a rejoint l'armée révolutionnaire, en 1791, en tant que simple soldat, sous les ordres de Toussaint Louverture, durant la révolte dirigée par Boukman, dans la Plaine du Nord, une semaine après la cérémonie du Bois Caïman. Dessalines était loyal et discipliné. Il suivra fidèlement la politique de Toussaint jusqu'en 1802 année de la déportation de celui-ci par le général Leclerc. Que ce soit contre les espagnols, les anglais ou les français, Dessalines n'était pas seulement présent mais se trouvait à l'avant-garde de toutes ces batailles, soit sous les ordres de Toussaint Louverture, soit en tant que chef des troupes qu'il commandait lui-même.

L'attachement de Dessalines à l'idéal de liberté et à la l'-émancipation des esclaves l'empêchait de faire une différence entre l'ennemi blanc et l'ennemi mulâtre, dès que l'un ou l'autre s'opposait à l'abolition de l'esclavage. Il a combattu, en tant que général de Toussaint Louverture, contre l'armée du général mulâtre André Rigaud, durant la « *Guerre du Sud* », sans réserve et avec la même passion qui l'animait contre les français, les espagnols ou les anglais. Néanmoins, il avait le sens de la justice et n'humiliait jamais son adversaire. Dans la défaite, il laissait à celui-ci la possibilité de battre en retraite.

Dessalines était un leader militaire à la fois inspiré, sévère avec ses troupes et intraitable avec l'ennemi. Au fort La Crête à Pierrot, dans l'Artibonite, 300 esclaves soldats affrontèrent vaillamment plus de 2 000 soldats européens bien armés que vinrent renforcer par la suite 10 000 autres, sous le commandement de Leclerc, revenu rétablir l'esclavage dans la colonie. Dessalines avec seulement douze pièces de canon, son courage, son génie, sa conviction et sa créativité réussit à évacuer ses troupes du fort, à la barbe des français. Il alluma une torche sur un baril de poudre et dit à ses soldats : « Ce matin, je ne veux que des braves à mes côtés. Les français vont nous attaquer. S'il y en a parmi vous qui veulent retourner dans l'esclavage des français, qu'ils quittent le fort. Que ceux qui choisissent de mourir en homme libre viennent se mettre à mes côtés ». Tous les soldats répondirent : « nous voulons mourir pour la liberté ». Dessalines renchérit : « Si les français pénètrent dans ce fort, je nous fais tous sauter ». Pour Dessalines, la liberté n'avait pas de prix. Entre la liberté et la mort, son choix était clair. Il assumait la mort et avait choisi de mourir libre, les armes à la main.

Dessalines a tracé son chemin dans le tourbillon de contradictions qui caractérisait son époque et le contexte politique dans lesquels il évoluait. Il y avait en même temps des alliances, des trahisons, de la fraternité, des inimitiés. Il y avait des adhésions, des abandons et des départs. La lutte impliquait des noirs, des mulâtres et des blancs ; des libres et des esclaves. La révolution haïtienne n'était pas une partie de plaisir, une bamboche à la faveur de laquelle on se soulait et faisait bombance. Elle était faite de rêves et de sacrifices, de sang, de beaucoup de sang et de morts.

Après que Leclerc eut déporté Toussaint Louverture et qu'il apparut clairement aux noirs et aux mulâtres que le plan de Napoléon était de les remettre tous en esclavage, les conditions subjectives d'une alliance historique entre ces deux groupes étaient alors réalisées et c'est ainsi que Dessalines fut mis à la tête de l'armée révolutionnaire qui devait s'opposer aux forces de Rochambeau. Ce que Dessalines réussit, au-delà des espérances placées en lui. Face à la résistance dont faisait montre l'armée révolutionnaire, Rochambeau réclama de Napoléon 25 000 soldats supplémentaires, afin de pouvoir exterminer les 30 000 hommes et femmes qui composèrent l'armée indigène et rétablir l'esclavage, les femmes étant plus impitoyables que les hommes sous le leadership de Dessalines. Quand un jour Rochambeau fit creuser des fosses pour assassiner et y enterrer 500 noirs, Dessalines donna l'ordre de pendre 500 blancs qui vivaient au Cap français (Cap haïtien, actuellement), à la barbe de Rochambeau. Dessalines était intraitable face à la cruauté et aux atrocités des blancs mais ne s'écarta jamais de sa stratégie dont l'objectif principal était de mettre en déroute l'armée française et de créer un pays libre, affranchi du joug colonial et indépendant.

Sous le commandement de Dessalines, la guerre révolutionnaire prenait une autre dimension. Elle devint une guerre totale et aucun point du territoire n'y était exempté. La guerre s'étendit même sur le domaine maritime. L'armée indigène attaqua les forts, les bateaux, les garnisons militaires présents dans les villes principales et même le quartier général des forces françaises. C'est ainsi que peu de temps après la déportation et la mort de Toussaint, l'armée dessaliniemne et son haut état-major composé de Geffrard, Ferou, Gabard, Magloire Ambroise, Vernet, Pétion, Cangé, Romain, Pétion, Lavaud, Christophe et François Capois (dit Capois Lamort) avait déjà contrôlé presque tout le pays. Sud de la ville La stratégie de la guerre totale livrée contre les français avait réussi. Ceux-ci furent obligés de se replier sur Le Cap et d'organiser leur ligne de défense principale à, Vertières, l'entrée Sud de la ville.

Après que Dessalines eut pris possession de Port-au-Prince, il passa des instructions pour que toutes ses troupes viennent le rejoindre dans le Nord, afin de livrer la dernière grande bataille qui allait faire connaitre au monde entier notre existence et faire savoir qui nous étions.

Voici comment un officier français, qui participait a la bataille de Verrière, du nom de Delafort, décrivit cet événement historique :

Qui sont ces géants uniques en leur genre ! Battre, ils savent se battre et mourir. Il vous faudra les affronter, pour connaitre leur courage indontable, face au danger.

J'ai vu une colonne de soldats noirs, sous les mitrailleuses de canons à quatre pièces, s'avançant à bout de souffle, sans reculer d'un

Empereur Jean Jacques Dessalines

pas.

Plus ils tombaient, plus les autres se redoublaient de courage.

Ils avançaient et chantaient… ils chantaient parce que les nègres chantaient à chaque occasion…, ils chantaient, parce que les nègres chantaient à propos de tout.

Leurs chants étaient les chants de Héros, leurs chants étaient les chants des braves :

Grenadye alaso
Sa ki mouri, zafè a yo
Nanpwen manman
Nanpwen papa
Grenadye alaso
Sa ki mouri, zafè a yo[1]

Cette chanson reprise par des milliers de voix, rythmée par les slaves de canon montait jusqu'aux cieux, et produisait un effet qui faisait frémir.

Cette marée humaine de combattants noirs, chantait et marchaient sur la mort, sous les rayons d'un soleil qui était magnifique. »

DeLafò a conclu en disant que ce formidable spectacle reste encore dans sa mémoire et son imaginaire aujourd'hui, tel qu'il était, plus de 40 ans plus tard !

C'est dans cette bataille que Kapwa Lamò a reçu les ovations de ses ennemis, pour sa bravoure, quand ils ont réalisé que même un boulet de canon ne pouvait l'arrêter.

Après l'attaque conduite par Capois, Dessalines fit venir les généraux Capois et Philippe Daut et leur dit : Je veux qu'avant une demi-heure le drapeau indigène flotte au sommet de la Butte Charrier, dussé-je voir disparaître nos régiments, les uns après les autres. C'est cette détermination et ce courage qui ont assuré la réussite de la vision, des plans et des stratégies militaires de Dessalines, et qui conduiront à la capitulation des français, le 19 novembre 1803. Le 1e janvier 1084, Dessalines qui fut nommé gouverneur général à vie, allait prononcer la déclaration officielle de l'indépendance, signée par tous les généraux. Au mois d'octobre 1804, il fut couronné empereur, car l'on pensait que le titre de gouverneur ne seyait pas à une nation indépendante.

La pensée de Dessalines peut se résumer ainsi : les blancs ne méritaient aucune sympathie de notre part pour nous avoir sauvagement maintenus en esclavage, violé nos sœurs, nos filles, nos femmes, nos mères. Il nous fallait leur rendre la pareille, œil pour œil, affront pour affront, crime pour crime. Il nous fallait utiliser leur propre méthode, les seuls codes qu'ils connaissaient, ceux de la violence, pour leur faire comprendre que nous voulions tourner définitivement la page et bâtir une autre société. Il croyait que la seule façon pour la race noire de s'affranchir de l'esclavage consistait à rejeter la culture, la religion des blancs, en contrecarrant la violence esclavagiste par la violence libératrice des noirs.

Néanmoins l'idéologie de Dessalines ne se limitait pas à cette dimension. Il pensait qu''il ne suffisait pas de vaincre les blancs militairement mais qu'il fallait aussi créer un État, une armée et une nation forte prenant appui sur notre culture, notre langue, nos croyances afin de cimenter toutes les couches sociales de la population. Un État créé par nous et pour nous. Ainsi pourrions-nous prospérer et aider d'autres nations à se libérer.

Après la guerre de l'indépendance, Dessalines hérita d'un pays en ruines. Dessalines avait compris qu'-en dépit de l'importance des armes, elles n'étaient pas le facteur déterminant de notre indépendance mais que c'était surtout la volonté des masses de sortir de l'esclavage, de vivre libre ou de mourir qui nous a valu notre indépendance. Maintenant que les masses étaient devenues libres, Dessalines croyait que le pays devait rester uni, à la faveur d'une mobilisation permanente autour de la production et l'organisation militaire afin de pouvoir tenir tête aux pays esclavagistes de l'Amérique et de l'Europe qui nous entouraient et qui ne voulaient pas accepter l'idée [2]d'une nation noire, à leur proximité. C'est l'une des raisons pour lesquelles, en 1805, Dessalines créa la première constitution d'Haïti qui régula la vie économique, politique, militaire et culturelle de la jeune nation, et nous donna notre premier drapeau, un bicolore noire et rouge. Il passa des instructions à tous les généraux de construire des forts protégeant tout le pays contre le retour éventuel des français. Haïti devait être prêt à y faire face et à leur infliger une nouvelle défaite

Dessalines était à la fois un libérateur, un humaniste, un internationaliste et un visionnaire sans pareil. Il a manifesté son empathie et sa générosité envers tous les peuples opprimés. Quand il changea le nom de Saint-Domingue par lequel les français désignaient le pays, il choisit celui d'Haïti[3] que les aborigènes décimés par les conquistadors espagnols lui avaient donné. Il redonna ce nom d'Haïti pour honorer la mémoire et la culture des indiens. Il offrit la nationalité haïtienne à tous les polonais qui avaient combattu aux côtés des esclaves durant la guerre de l'indépendance et permit leur intégration dans l'armée et dans la vie économique.

Dessalines était un internationaliste

Avant lui l'histoire n'a pas connu un plus grand internationaliste que Dessalines qui a aidé les pays et les leaders qui se battaient pour leur liberté, contre la colonisation ou l'esclavage. En aidant Miranda, il traçait la voie suivie par Pétion vis-à-vis du « *libertador* » Simon Bolivar. Dessalines savait que pour la pleine réussite de la révolution haïtienne, il était préférable qu'Haïti ne soit pas la seule à prendre cette direction et que l'objectif ultime était le changement du système économique mondial. Il prévoyait que les blancs n'allaient pas laisser survivre cette expérience. Déjà, ils avaient eu le temps de rétablir l'esclavage à la Jamaïque et en Martinique tandis que les espagnols continuaient la traite des noirs dans la partie orientale de l'île. C'est la raison pour laquelle il avait fait construire les forteresses et qu'il soutenait les autres luttes de libération qui émergeaient dans la région. Il va prendre l'initiative de mener une campagne en vue de contrôler l'île entière. Il abandonnera ce projet quand circula la rumeur qu'une flotte française était déjà dans la baie de Port-au-Prince en vue de s'attaquer aux acquis de la révolution.

Afin de diminuer les risques de conflits entre les acteurs haïtiens, de nature à dévier la révolution et mettre en péril l'état fragile en construction, Dessalines promulgua la Constitution de 1805, une Constitution laïque permettant à chaque individu et à chaque communauté de pratiquer sa religion et de révéler ses propres expressions culturelles. Un exemple que le reste du monde suivra plus d'un siècle après.

Sur la même lancée, il essaya il essaya de souder l'alliance et l'entente entre les noirs et les mulâtres, car il croyait que cet héritage constituait un véritable défi pour le pays. Il s'articulait sur une brèche que les blancs pourraient continuer à creuser pour nous diviser et imploser la nation. C'est pourquoi notre première Constitution proclamait que toute personne ayant la nationalité haïtienne était ipso facto un noir.

Dessalines a encouragé et supporté le massacre des français non seulement pour punir les crimes perpétrés par les anciens bourreaux, mais surtout pour sceller, comme dans un pacte sacrificiel, l'alliance des noirs et des mulâtres contre les blancs. Constitution de 1805 recon-

Suite en page 15

Journal 20 - 27 octobre 2021.qxp_HO 10/20/21 5:22 AM Page 10

ÉDITORIAL

Manifestement, les gangs armés ambitionnent de supplanter le pouvoir

La nature a horreur du vide. Dans le cas d'Haïti, cet adage est en passe de se concrétiser. La mise en garde lancée plus d'une fois par *Haïti-Observateur* sur la menace que les gangs armés représentent pour le contrôle du pays n'est plus qu'hypothétique. À l'occasion du jour commémorative de la mort de Jean-Jacques Dessalines, père de la patrie, Jimmy Chérizier, Barbecue de son nom de guerre, chef de la coalition criminelle « *G-9 en famille et alliés*, membre des « Gangs Fédérés », a envoyé un double signal à ceux qui dirigent le pays, démontrant qui détient le vrai pouvoir, à l'ère du PHTK.

En effet, dans la matinée du dimanche 17 octobre, le moment traditionnellement consacré au dépôt d'une offrande florale par le chef d'État, entouré d'une délégation composée d'officiels du gouvernement et de hauts gradés militaires et policiers, était vide. Ariel Henry, Premier ministre de fait, qui assume le pouvoir exécutif monocéphale, en lieu et place du président de facto assassiné, était interdit d'accès au Pont Rouge, au bas de la ville de Port-au-Prince, pour remplir ce devoir présidentiel. Car son cortège, arrivé sur les lieux, commençait à essuyer des coups de feu des malfrats. Son réflexe naturel, particulièrement à cette occasion, a pris le dessus : les policiers présents ont reçu l'ordre de faire évacuer l'espace. Mais Henry et sa suite ont dû prendre leurs jambes à leurs cous, les forces de l'ordre ne pouvant tenir, face à la puissance de feu des bandits.

Pratiquement mis en déroute, le chef de l'Exécutif de facto, symbole du pouvoir d'État, s'est réfugié, suivi des personnalités réunies à cette occasion, au MUPANAH, au Champ de Mars, pour déposer la gerbe de fleurs destinée au Pont Rouge. Mais les portes étant fermées, il a dû donc se rendre à l'« *Autel de la patrie* » pour y faire le dépôt de l'offrande florale et prononcer le discours de circonstance. Mais quelle honte, quelle humiliation infligée, tant au père de la nation qu'au peuple haïtien ! En effet, soulignons que ce monument, situé au Champ de Mars, au centre-ville, un espace sale, puisqu'abandonné, n'avait été l'objet d'aucun travail de nettoyage, de réfection ou de conditionnement quelconque, en vue de la célébration de cette occasion.

La dernière visite commémorative de la mort de l'Empereur par le chef de l'État d'alors remonte au 17 septembre 2018. Mais cette cérémonie s'était vite interrompue, et la gerbe jetée en désordre, au pied de la statue de Dessalines, Jovenel Moïse et son entourage ayant été forcés de quitter les lieux en catastrophe, sous une avalanche de pierres provenant de toutes parts. Alors, le reste de la cérémonie avait pu se tenir au MUNAPAH. Le 17 octobre 2020, Moïse ne s'était même pas donné la peine de faire le déplacement au Pont Rouge, ou à Marchand-Dessalines. Cette année, sous l'Exécutif monocéphale d'Ariel Henry, la commémoration de la mort du père de la patrie constitue une honte nationale : Pas de fleurs au Pont Rouge, ni de discours à Marchand-Dessalines, ou à défaut de celui-ci, au MUPANAH.

Fuyant, pour échapper à la fureur des troupes de Barbecue, au Pont Rouge, le Premier ministre de facto s'est vu remplacé par le chef des « *G-9 en famille et alliés* » qui ne cesse de multiplier les gestes démonstratifs relatifs au détenteur de la vraie autorité. Aussi a-t-il organisé, dans l'aire du Pont Rouge, une manifestation, plus tard, le même jour, à laquelle ont participé des centaines de personnes. Vêtu de blanc, d'un complet de trois pièces, cravate noire, visage découvert, encadré de gardes du corps encagoulés portant des armes de guerre et habillés de t-shirts blancs, à l'effigie du président de facto défunt, avec la mention « *Justice pour Jovenel Moïse* », Barbecue était suivi de partisans recrutés dans les zones contrôlées par les gangs. Cette parade était suivie de l'arrêt au monument de l'Empereur, au Pont Rouge, où s'est déroulée sa propre cérémonie de dépôt floral.

Voilà une démonstration de force et d'influence médiatique affichée à la face de la nation et du monde entier. De toute évidence, Jimmy Cérizier et sa famille de bandits ambitionnent de se comparer à ceux qui dirigent le pays. Assurément, ils ont réussi. Car les parades qu'ils ont orchestrées, en lieu et place des dirigeants de facto, ont été universellement médiatisées, laissant aux uns et autres la liberté de tirer leur propre conclusion, par rapport à l'inutilité de l'équipe au pouvoir.

L'impact de l'incompétence et de l'inanité des hommes et femmes qui se sont projetés au pouvoir, après l'assassinat du président de facto, est mieux caractérisé dans une note de presse rendue publique par des organisations patronales, dans laquelle elles invitent le Premier ministre de facto à un colloque pour analyser la crise, en vue d'étudier ensemble des solutions appropriées.

En effet, écrivent les signataires de l'invitation : « *Terrorisée et vraisemblablement livrée à elle-même, la population haïtienne dans son ensemble s'efforce aujourd'hui de survivre dans un climat d'insécurité criminelle sans pareil* ».

Plus loin, dans le texte, s'étalent, une à une, les nombreux manquements des présentes autorités : « *Insécurité spectaculaire, des kidnappings sans pareil, paralysie des mouvements de biens et de personnes sur le territoire, pénurie chronique de carburant, effondrement de l'économie, absence quasi-totale de gouvernance* ». Ce document porte la signature des présidents de CCIH, AmCham Haiti, ADIH et ATH, Laurent Saint-Cyr, Jean Philippe Boisson, Wilhelm Helmke et Raina Forbin.

Il faut noter que, d'ores et déjà, une frange de la population semble se tourner vers Barbecue auprès de qui elle sollicite protection contre ceux accusés de maltraiter des manifestants. Ces derniers auraient été dispersés brutalement, lors d'un sit-in devant l'immeuble de la compagnie de téléphonie mobile Digicel, accusée d'avoir augmenté « *démesurément* » les tarifs sur les transactions « *Mon Cash* ».

Aucun doute, Jimmy Chérizier et son état-major n'ignorent pas l'« *administration* » dont ils sont l'objet, notamment dans les bidonvilles, parce qu'ils mettent en déroute ceux qui malmènent les citoyens sans défense, pillent les caisses publiques, assassinent et appauvrissent les citoyens, en sus de se soustraire à leurs obligations administratives.

L'ultime goutte d'eau, à faire déverser le vase, les dernières démonstrations de force de Barbecue, qu'à essuyées le Premier ministre de facto et son équipe, constituent un autre test des bandits se mesurant aux forces de l'ordre, avant de lancer l'assaut final du Palais national. La nature ayant horreur du vide, vu l'actuelle situation sécuritaire, qui empêcherait à l'armée criminelle de se constituer détentrice du pouvoir ? C'est précisément en raison de ce constat que Laurent Lamothe, co-constructeur, avec Michel Joseph Martelly, des gangs armés, aurait émis cette déclaration : « *Le seul moyen d'avoir une sécurité durable en Haïti est d'admettre que la Police a elle seule ne peut en assurer la sécurité. Un soutien à la force militaire est essentiel dans cette nouvelle réalité* ». C'est aussi en connaissance de cause que le président du Sénat croupion, Joseph Lambert, en appelait à une intervention militaire étrangère pour mettre les bandits au pas.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valmon
13 K Avenue Baldiches, Bt R Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-26-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 20 - 27 octobre 2021.qxp_HO 10/20/21 5:22 AM Page 11

EDITORIAL

Clearly, the armed gangs want to take charge of the government.

Nature, it is said, abhors a vacuum. In the case of Haiti, that saying is about to become reality. More than once, we, at the *Haiti-Observateur*, have warned about the threat that the armed gangs represent as far as the security of the country is concerned. It's no longer a hypothetical matter. That was clearly demonstrated on October 17, the day commemorating the death of Jean-Jacques Dessalines, Father of the Nation. On that day, Jimmy Chérizier, leader of the criminal gang "G-9 Family and Allies," member of the "Federated Gangs," sent a double signal to those supposedly in charge of the country in this era of PHTK, the *Bald-Headed* political party.

Indeed, last Sunday morning, it was time for the Head of State to make the traditional trek to Pont Rouge, at the northern entrance of Haiti's capital, to deposit the floral wreath at the shrine of Haiti's hero of independence. The usual didn't happen this year. There was no Head of State, in a cortege, surrounded by a delegation of high-level government officials and senior military and police officers at Pont Rouge. The de facto Prime Minister Ariel Henry, who has assumed power as a single-headed Executive in a system that calls for two top officials, was violently forbidden to set foot at Pont Rouge to fulfill his presidential duty. Because when his motorcade was approaching the area, it came under attack by Barbecue's thugs who had already secured the place. Natural preservation reflex took over, and the Chief Executive asked the police to order a quick retreat. It was quite a sight when the Prime Minister and those in his entourage were running away from the scene. The representatives of law and order couldn't resist the firepower of the bandits.

Routed, as he was, the head of the de facto Executive, symbol of State power, took refuge at the MUPANAH, the National Pantheon at the Champ de Mars, near the National Palace. Surrounded by the personalities who were to be with him at Pont Rouge, he laid down the flower wreath there, unable to even get inside the MUPANAH, which was closed on Sunday. He gave a perfunctory speech on the occasion. That was a shameful humiliation inflicted on the Father of the Nation and the Haitian people! To be noted, the surroundings of the MUPANAH, at the Champ de Mars, in center of town, was very dirty, as if the unkempt area were abandoned, definitely not in any condition for the commemoration called for on that occasion. .

The last visit of a Head of State to Pont Rouge to commemorate the Emperor's death was on September 17, 2018. But that ceremony was quickly interrupted. The then president, Jovenel Moïse just dumped the wreath of flowers at the base of the statue of Dessalines and rushed out of there with all in his entourage, under an avalanche of stones raining from all sides. The remainder of the ceremony was concluded at the MUPANAH, On October 17, 2020, Mr. Moïse did not even bother to make the trip to Pont Rouge, neither to Marchand-Dessalines. This year, the sole head of the normally two-headed Executive, Ariel Henry himself, was shamefully humiliated, unable to commemorate the death of the Father of the Nation, not only a personal disgrace, but that of the citizenry. There was no speech, either at Pont Rouge or at Marchand Dessalines, not even at the MUPANAH really!

By fleeing from the fury of Barbecue's troops at Pont Rouge, the de facto Prime Minister is relegated to nothingness by the leader of the "G-9 Family and Allies," who has demonstrated time and time again that he embodies true power, not the figurehead that is Ariel Henry. The demonstration he organized later that Sunday in the vicinity of Pont Rouge drew hundreds of people. Dressed in white, in a three-piece suit, wearing a black tie, his face uncovered, Barbecue was flanked by hooded bodyguards carrying weapons of war and wearing white t-shirts bearing the effigy of the deceased de facto president, with the words **"Justice for Jovenel Moïse,"** Obviously, Barbecue does have support in the shantytowns under the control of his gangs. The parade he led, which ended at the monument to the Emperor at Pont Rouge was impressive. And "President Jimmy Chérizier" had an official ceremony as he deposited his flower wreath at the feet of the Father of the Nation.

This was a show of his power and influence which got media coverage, seen in Haiti and elsewhere in the world. Clearly, Jimmy Chérizier and his family of bandits nourish greater ambitions as they compare themselves to those who are supposedly running the country. Certainly, they have succeeded at the expense of Ariel Henry and his entourage. With such publicity, the people can draw their own conclusion about the uselessness of the team in power.

It is quite a negative impact on the men and women who have assumed power after the assassination of Jovenel Moïse. They come across as a bunch of incompetents running around making believe they're doing something. A press release by the leadership of the business sector underscores the plight of the country, due to the lack of enlightened governance. In the document that was made public, they invite the de facto Prime Minister to a high-level meeting to analyze the crisis, leading to appropriate solutions in a spirit of togetherness.

The signatories of the invitation write: "*Terrorized and left to their own device, the citizens are managing to survive in a climate of unparalleled criminal insecurity.*"

Furthermore, they lay out numerous failures of the current authorities, singling out the following: "*Spectacular insecurity, unparalleled kidnappings, paralysis of the movement of goods and people on the territory, chronic shortage of fuel, collapse of the economy, and almost total absence of governance.*" Not hiding, the signers, all presidents of the organizations mentioned, put out their names: Laurent Saint-Cyr of CCIH, Wilhelm Lemke of ADIH, Jean Philippe Boisson of AmCham, ADIH and Raina Forbin of ATH.

It should be noted that a fringe of the population seems to be turning to Barbecue to find protection against those accused of mistreating demonstrators, who were brutally dispersed during a sit-in in front of the building of Digicel, the cellular telephone company, accused of havening increased "excessively" the tariffs on "*Mon Cash*" transactions, which are equivalent to Zelle in the U.S.

Undoubtedly, Jimmy Chérizier and his staff are basking in the "admiration" they are receiving, especially in the shantytowns around Port-au-Prince, because the gangs come across as defenders of the defenseless, and as critics of those who loot public coffers, murder the impoverished citizens, while evading their administrative obligations.

As it is, the latest demonstrations of force of Barbecue and his men are like the last drop of water that caused the vase to overflow. The defeat suffered by the de facto Prime Minister and his team constitutes another test of the bandits against the forces of law and order. Now the gangs are poised to launch their final assault which would be on the National Palace. In light of the saying that nature abhors a vacuum, and given the current security situation in the country, who would prevent the bandits from violently grabbing power? It is precisely this scenario that gets some individuals to urge that new measures be taken. For example, Laurent Lamothe who, with Michel Martelly, had organized the gangs in the first place, said the following: "*The only way to have lasting security in Haiti is to admit that the Police alone cannot ensure security. Support for the military force is essential in this new reality.*" And the president of the remaining third of the Senate, Joseph Lambert, long before that, had called for foreign military intervention to bring the bandits to heel!

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0785 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valeur
13 K Avenue Kléberbe, Rt Rt Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$75.00 US, pour six (6) mois
$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 20 - 27 octobre 2021.qxp_HO 10/20/21 5:22 AM Page 12

OBITUARY

Reflections of the Family of Auguste Manfred Antoine, who left us October 12, 2021

The most potent force in our lives is a father. If there is any immortality to be had amongst us humans, it is certainly created in the love and memories we leave behind.

***Father:* an important figure in the origin and history of something.**

***Father:* Auguste Manfred Antoine born December 25, 1932 in Plaisance du Nord, Haiti.**

***Father:* Some say the most potent, moral, spiritual, wise and guiding force in our lives.**

There are many books on fatherhood: ***"Strong Fathers", "Strong Daughters", "Man vs Child", " Letters to my Sons", "Raising Good Humans"***. Yet, when it comes to our dad, for today, we will title it "***An Oracle in Our Midst***".

To meet him or have an encounter with our dad, you walked away laughing from his jokes or wiser from a lesson he shared.

"An Oracle in Our Midst"

Papiman, as we all called him, was not your average man.

Forever the scholar, Papiman earned his Doctorate in French Literature from City University of New York, and completed two Master's degrees; a Masters of Science in Bilingual Education & Urban Education from Lon Idlf Unibrtdiyy, and a Master of Arts in French Literature from Brooklyn College.

Yet, his love for the arts remained supreme. What we may consider dramatic, he saw as theatrical. With Papiman, teaching ran neck in neck with the arts and we saw him bring those worlds together. In his youth he was a playwright and a founding member of a traveling theatrical group. From 1967 to 1969, he taught French Literature in Africa at Athenee De Matadi. He was a Professor of French Literature at *Institut Oswald Du*rand and Lycee Phillipe Guerrier in Haiti . He was also the director and founder of Foyer d'Ētudes Secondaires. He was a Professor at York College, educating students on a variety of courses, but with his meticulous nature, training legal minds on "Methodology" was his favorite course to teach. Papiman devoted his time into making sure his students excelled beyond the classroom.

The only child to Immacula Francesca and Michel Auguste Josapha Antoine, he was raised as an heir. The aura of royalty he exuded, stemmed from his upbringing. He owned it and did his best to transfer this attitude to his children and grandchildren. As a father, his children described him as caring, firm and disciplined, but as grandpa; he was animated, funny, encouraging and supportive.

Manfred Antoine

Everyone who met him saw him as small in stature, yet of vast experience with an outgoing personality, poweful in his purpose. A man of many words, of character and integrity he honored what he spoke.

He lived intentionally
He lived boldly
And, he lived fully.

In return, we honor his legacy through the lives he leaves to carry on his wisdom, his tenacity, his love and his passion.

PapiMan is survived by **his children**: Gex Arnouille, Mic-Arlem, MacFredel, Fredlet, Mcfredy and Freda.

His grandchildren: Trey, Nayilah, Manfred, Freyani, Fredrige, McFredy, Fredalain, Ayana, Kayla, Fredlet, Micaelle, Arielle, Ishmayel, Olivia, Fredly, Anaëlle, and his great granddaughter Audria.

His inherited daughters: Aline, Annie, Leslie, Yasmine, Brigitte, Nadege and Sonia.

His bonus sons: Romeo and Gene.

The editors of Haiti-Observateut present their heartfelt condolences to the family of a friend and com fellow combatant in the struggle for a new Haiti.of which her sons, daughters, sons and their offspring will be proud.

IN MEMORIAM

Pour saluer Mérès Weche

Par Henri Piquion

Pourquoi faut-il qu'aujourd'hui encore je sois à cette table pour dire adieu à Mérès Weche, après tant d'autres qui ont été des parents, des amis, des collaborateurs, des compagnons de lutte, des complices dans l'espoir que le pays qui nous oppresse tant maintenant, hier terre de poésie, sera, demain, terre de liberté. Demain est encore à venir. Ils sont partis, l'un après l'autre, vers la non-existence, nous laissant spectateurs et acteurs du spectacle de la déchéance nationale. Au rythme où le maître du destin les efface devant moi, je n'aurai bientôt personne à qui dire que son amitié, son humeur, son courage, son intelligence me manqueront. Je n'aurai bientôt personne à qui rappeler tel moment, telle conversation, tel livre, mais aussi telle manifestation. Jusqu'à ce que ce soit mon tour de faire dire de moi que j'ai été.

J'ai rencontré Mérès alors qu'il venait d'ouvrir une galerie d'art, DiaspoArt, sur la rue Beaubien à l'ouest de St Denis. Il fallait avoir la foi pour vouloir vendre des tableaux, en ce lieu, dans les années 75-80. À cette époque, je venais de faire l'acquisition d'un immeuble, le 333-335 rue Émery, dans le Quartier latin, entre l'UQAM et le Cegep du Vieux-Montréal. J'ai alors offert à Mérès d'emménager DiaspoArt, dans le rez-de-chaussée de l'immeuble. La galerie ne désemplissait pas, mais personne n'achetait. Le Quartier latin était, à l'époque (aujourd'hui encore peut-être), le village des étudiants et des professeurs désargentés. Il était aussi fréquenté par une petite bourgeoisie en formation (les enfants de la Révolution tranquille) qui découvrait un nouveau genre de vie, une nouvelle cuisine et apprenait à boire du vin dans les cafés et les bistrots de la rue Ontario et dans les restaurants branchés de le rue St-Denis. Personne donc pour se payer un tableau. DiaspoArt était devenu un lieu de flânerie et de blaguerie, où les connaisseurs parlaient de lumières, de couleurs et de formes pendant que les autres écoutaient. J'étais des autres.

N'étant pas doué pour compter, je me suis libéré de mes migraines de pseudo-investisseur en me débarrassant à perte de l'immeuble, non sans avoir demandé à l'acquéreur, un riche Japonais déjà propriétaire de trois restaurants, de laisser à Mérès le temps de trouver un local qu'il pourrait payer. Je ne crois pas qu'il en ait jamais trouvé, mais qu'importe, car, entre-temps, il avait exploré le quartier et découvert, sur la rue Ontario, le café Thélem, qui ne réussissait pas, aussi bien que les petits bistrots regroupés sur le trottoir d'en face, côté sud. Le propriétaire, un Nord-Africain, amoureux de Belles-Lettres, a tout de suite compris que Mérès était son sauveur. Il lui garantissait chaque dimanche une clientèle de consommateurs paisibles et éclairés, presque tous teneurs de plumes, des gens connus ou en formation. Il n'y avait pas que des poètes, mais ils étaient les plus visibles. Tout, d'ailleurs, était à l'ordre du jour, et ceux qui avaient quelque chose à dire pouvaient s'exprimer. Au café Thélem, Mérès a été plus grand qu'on ne s'y attendait. Il animait, mais le faisait avec disponibilité, générosité, justice et sans préjugé. Il planifiait, prévoyait, accommodait et s'assurait que les participants, à quelque titre qu'ils fussent présents, rentraient chez eux heureux d'une agréable soirée, mais surtout contents que notre pays récupérerait un jour toute cette richesse humaine qui grelottait dans ce pays du nord. Disons-le, Mérès n'était pas seul à préparer ces rencontres. Il y avait Étienne Télémaque, efficace et discret, et surtout Lélia Lebon, notre petite sœur à tous, intouchable et intouchée. Personne n'osait lui dire plus qu'il ne fallait, de peur de se faire répondre qu'elle n'était pas là pour ça. En effet, elle était là pour la poésie et la beauté du verbe. Si elle était la muse des poètes qui ont dû souvent penser à elle, pour moi, elle était déjà l'avenir d'une réflexion haïtienne originale, la féminisation de la rationalité.

Mérès Weche.

Quoique ancien séminariste, formé dans la tradition de la vérité révélée, Mérès était d'une grande tolérance idéologique. Il n'était pas un homme de conflit, mais de concorde, et donnait l'impression d'avoir remplacé la foi rigide qui divise et exclut par la connaissance qui facilite le dialogue et s'enrichit en permanence de l'apport de l'autre. Il était un philosophe de formation, un homme de culture. Journaliste de tous les médias et écrivain apprécié de ses lecteurs, il communiquait de préférence par la peinture qui lui permettait d'exprimer sa perception de notre pays, beau, mais déchiré. L'histoire était aussi pour lui une source d'inspiration, et l'un de ses derniers tableaux Le dernier entretien qui montre le Roi Christophe et son épouse la Reine Marie-Louise en conversation, peu avant le suicide du Roi, est une leçon de dignité et de grandeur à commenter dans les écoles du pays et les académies de peinture.

Nous sommes, tous les deux, retournés dans le pays, après le départ du président Duvalier. Détenteurs, tous les deux, d'une carte de presse, nous pouvions circuler sans contrainte dans Port-au-Prince, à cette époque de « *grève manche longue* », et de violence bruyante, mais pas encore totalement criminelle; malgré l'impréparation évidente des équipes dirigeantes, qui naviguaient à vue et de leurs vis-à-vis connus, sous différents noms dont le groupe des 52 (sic) qui se souciaient encore de la souveraineté du pays; malgré tout ce qu'on a pu dire, très justement, du délabrement croissant du pays, pendant les cinq années qui ont suivi le 7 février 1986, personne n'aurait prévu que le pays, tout le pays, pas seulement Port-au-Prince, serait divisé en caciquats dirigés par des organisations populaires terroristes désignées sous l'appellation générique de gangs armés. En mourant si opportunément aujourd'hui, Mérès ne verra pas la suite.

Mérès Weche laissera le souvenir d'un ami fiable, fidèle, qui a fait de l'honnêteté et de la modestie des vertus cardinales. Cependant quand le temps aura passé, et qu'on pensera avoir tout dit de lui, il s'en trouvera toujours quelqu'un pour rappeler que sa qualité première était son attachement filial à Bomont, sa ville natale, qu'il a fait connaître dans tous ses contours géographiques, historiques, sociaux et culturels; qu'il a fait aimer d'amour à ceux qui n'ont pas eu la chance de la visiter. Nous avons tous souhaité voir se réaliser les rêves de grandeur, de développement et de concorde qu'il nourrissait pour Bomont, pour sa ville qu'il a tant aimée qu'elle est devenue la nôtre.

Ne tenant pas à dire Adieu à Mérès, je terminerai par cette déclaration d'amitié que Lélia Lebon lui a adressée au nom de nous tous : « *Ne t'en va pas trop loin !* »

H.P.
18 octobre 2021

Journal 20 - 27 octobre 2021.qxp_HO 10/20/21 5:22 AM Page 13

Sports

Suite de la page 16

tué par les membres de la normalisation. Néanmoins, on peut dire en toute objectivité que la gestion des affaires courantes ne jouit pas d'une bonne presse. Pour la révision des statuts de la FHF, aucun contact apparemment n'a été établi avec les clubs en ce sens. Si l'on tient compte de la mission confiée au Comité de normalisation, la sortie de crise du football haïtien passe, d'abord, par la gestion des affaires courantes, qui, à notre avis, devrait tenir compte de la situation de nos équipes nationales de jeunes. En d'autres termes, du Camp Nous, de la Sélection senior masculine et tout ce que cela implique, de même pour les grandes Grenadières toujours, par exemple, sans entraineur, elle devrait, sans discussion aucune, tenir compte des championnats nationaux qui sont le battement de cœur de notre sport roi.

Pour l'instant, la gestion des affaires courantes laisse à désirer. La révision des statuts de la FHF nécessitera une consultation à grande échelle, les clubs doivent être au cœur de ce document cadre, qui aura à définir l'organisation du football en Haïti. Pour l'instant, les consultations sont au point mort. La FIFA, en adressant cette correspondance aux membres du Comité de normalisation, de toute évidence moribonde, peut faire plus de mal que de bien, parce qu'elle a conforté les membres dans leur place, sans tenir compte des irritants actuels. Le Comité de normalisation, n'a toujours pas jugé nécessaire d'entrer en communication avec la famille du football haïtien, il n'a toujours pas jugé important de rendre des comptes aux Haïtiens. Par conséquent, les membres de cet organisme peuvent avoir la grosse tête en décidant, peu importe les remarques qui se font les concernant, qu'elles soient pertinentes, de les ignorer parce qu'ils n'ont de compte à rendre qu'à la FIFA.

R.S.

Suite de la page 16

ne dérogation pour qu'elle puisse jouer la phase finale (selon les règlements elle n'était pas éligible, à 15 ans, pour jouer une phase finale U-20). Cette dérogation lui permit de se révéler au monde entier, notamment son magistral coup franc contre l'Allemagne, repris pour le deuxième but contre l'Allema-gne, par Mondésir. Ce Mondial U-20 de la FIFA France-2018, qui devait révéler son talent au monde entier, malgré ses 15 ans.

La performance de Corven, à peine deux semaines après son arrivée en France, étonne un peu, car depuis la CONCACAF U-20 de Santo Domingo, avec l'arrêt des activités d'entraînement au Centre Camp Nous et l'absence quasi totale de toute activité de compétitions dans le football haïtien, chez les filles comme chez les garçons, depuis presque deux ans, le renvoi depuis sept mois des jeunes en formation à Camp Nous, Corventina n'a pratiquement pas fait de compétitions, mais sûre de son talent, disciplinée et courageuse à souhait, elle s'entraînait quasi seule, à Croix des Bouquets, avant d'être contrainte, les dernières semaines, à retourner dans sa ville natale pour entretenir sa forme. Donc, avec cette très longue coupure sans match, Corventina est loin d'être en jambes, et devrait faire des malheurs lorsqu'elle aura retrouvé le plein rythme. Dommage qu'elle n'ait pas atterri à Lyon où on l'annonçait depuis trois ans. La cité rhodanienne, qui est le centre mondial de la médecine du football et qui pourrait l'aider à soigner ses récurrentes crises de pubalgie ayant trop contrarié son ascension, ces dernières années, et en compagnie des meilleures joueuses du monde.

En ce sens, les dirigeants du football haïtiens avaient sollicité et obtenu l'assistance et l'expertise de la FIFA pour orienter la carrière du premier joueur de football (tous sexes confondus) formé dans le football haïtien sur place à signer dans un grand club d'Europe, puisque si l'on en croit la presse internationale, beaucoup de grands clubs d'Europe (outre Lyon, Manchester City, Atletico Madrid, le Real Madrid, en train de monter une grande équipe pour une entrée digne de son histoire et de son standing, dans le football féminin) étaient sur les rangs pour l'accueillir. Dans ce contexte, on est bien inquiet de ce choix, quand des clubs de renom l'attendaient les bras ouverts. Souvent, beaucoup de joueurs de très grand talent ratent une belle carrière par la faute d'un manager incompétent et sans scrupule, qui voit son intérêt propre plutôt que celui du footballeur.

Prions que ce ne soit pas le cas, même si on reste sceptique, car rien n'a filtré dans les médias sur les conditions de ce transfert à Reims (grande ligne du contrat, conditions financières, durée du contrat, clauses de protection des intérêts de la jeune joueuse... etc.), opacité totale. Rien n'a filtré et n'a été publié, que ce soit par son ancien club, les Tigresses, dont la jeune star a porté les couleurs pendant cinq (5) années. L'administration de la FHF est restée muette également, d'autant qu'Haïti n'a pas beaucoup d'expérience ni de tradition dans ce domaine. La commission de statut du joueur de la FHF, le ou les responsables TMS de la FHF, responsables des transferts à l'étranger, rien n'a filtré concernant les termes de la transaction. Ce qui soulève de grandes interrogations parmi les fans haïtiens. L'arrivée de ce grand espoir sur le continent européen, soutenaient souvent les dirigeants du football en Haïti, devrait marquer le début d'une offensive vers la conquête du lucratif marché européen par des joueuses et joueurs haïtiens, à l'instar des pays africains, qui envahissent, depuis plus d'un demi-siècle marché de ce juteux. Qui voit son intérêt propre plutôt que celui du footballeur.

Dommage que le programme d'élite de la FHF, qui pourrait aider à former d'autres Nérila, d'autres Nélourdes, d'autres Jennifer Limage, plusieurs Émilie Charles ou Kerly Théus que, pour des raisons inconnues du public, a été arrêté sans aucune explication de la FHF et du Ministère des Sports, l'État étant l'un des commanditaires de ce programme révolutionnaire. En effet, en 2018, suite à une entente avec l'État haïtien, un programme d'académies régionales avait été lancé et devait s'étendre à tous les quartiers du pays. Le projet, qui implantait des académies recevant des jeunes de 7 à 11 ans, était très avancé, puisqu'en mai 2020, on en était à 67 académies régionales, qui devaient permettre une formation rationnelle des jeunes, comme cela se fait dans le monde, mais qui n'a jamais été le cas en Haïti de donner une formation, une éducation sportive aux jeunes. Il est à déplorer que toutes ces structures, qui créaient un enthousiasme ex-

Melchie Daelle Dumornay, dite Corventina.

traordinaire chez parents et supporters ont été éliminées depuis mai 2020, au grand dam des parents, et qui comptaient sur ce projet pour l'épanouissement de leurs enfants. Le programme devait s'occuper de la scolarité des enfants, via le ministère de l'Éducation nationale, le ministère des Affaires sociales assurait, à travers une cantine, au moins un repas par jour aux jeunes. Le ministère de la Santé devait s'assurer du suivi médical des jeunes ; le ministère des Sports prenant en charge le salaire des éducateurs et la FHF avec la FIFA se chargeant de tout ce qui a rapport avec le matériel d'entraînement, de la formation permanente des coaches. Tout cela avait été annoncé avec enthousiasme, lors du lancement de ses académies, à l'hôtel Marriot.

En Haïti, vraiment les bonnes choses ne vont pas au-delà d'un certain temps. Tout comme l'ENTS, l'académie du programme Opération-2006, que l'ex-ministre des Sports lançait, en 1995, et qui a donné tant de joueurs, comme Peter Germain, Brunel Fucien, Rood Kelly, Jean, Guiliano Philipe, etc. Dommage, tous les bons projets meurent avec le départ de leur concepteur. Dady Lescouflair pari du MJSAC le projet ENTS, le projet (ANAFOS, ANAFOOT, Académie nationale des sports et Académie nationale de football, même le projet Institut national des sports, pour former les moniteurs ... ont été tout bonnement abandonnés. Magouilleurs, les actuels dirigeants de la FHF ont transformé Camp Nous en un centre d'entraînement convoquant un groupe de joueurs ou de joueuses chaque fois que se profile à l'horizon une compétition internationale, juste pour disputer le tournoi. C'est regrettable qu'en Haïti il n'y a aucun moyen d'avoir des équipes nationales compétitives, sans un travail permanent sans relâche. C'est ce qui a permis au football haïtien de devenir le Roi de la Caraïbe gagnant avec facilité toutes les compétitions de cette région, masculines ou féminines, depuis dix ans et rivalisant avec les ténors de l'Amérique du Nord, Ce qui explique d'ailleurs ce complot pour tuer et détruire cette avancée des footballeurs aux pieds nus de cette nation nègre.

Ce qui est décourageant c'est que cette destruction annoncée avec fanfare par Ernso Lorrence, en mars 2020, salissant publiquement l'image de tous les jeunes, surtout le nom de Corventina, entre autres, et de tous les jeunes de Camp Nous, de surcroît, un employé supérieur de l'État, tout ceci ne semble émouvoir personne, même si tous ces talents ont été jetés dans les ghettos, que de Corventina disséminées, quelque part dans le pays, rateront la chance de servir leur pays, de sortir de la misère et de l'exclusion, de perdre la chance de se faire une place au soleil, grâce à leur talent, et de devenir *moun*.

Car tous les garçons ont été renvoyés de Camp Nous. L'année dernière, on devait recruter une nouvelle promotion de filles, ce qui veut dire celles qui ont fait un carnaval à Saint Domingue, en juillet dernier, à 14 ans, représentent la dernière promotion. Après elles, ce sera le néant, d'autant que ces filles ont été renvoyées après leur épopée à Saint Domingue.

Même l'État n'a soufflé mot face à ce crime.

J.B.

Journal 20 - 27 octobre 2021.qxp_HO 10/20/21 5:22 AM Page 14

NEWSBRIEFS – From here and there

Haiti in the news again – Negatively!

Since the kidnapping, last Saturday of 17 American missionaries in Haiti, the country has dominated the news cycle, but bumped off from first place on the television networks, on Monday, by the death of Colin Powell. The son of Jamaican immigrants, who was raised in the Bronx borough of New York City, Colin Powell rose to be a four-star general, the first Black to be Chairman of the Joint Chiefs of Staff (head of U.S. Armed Forces) and the first Black to be Secretary of State, in charge of diplomacy for his country.

Colin Powell, 84 years old, died of complications from COVID-19, though he was fully vaccinated, according to a family statement on Facebook. He had other illnesses that weakened his immune system. The United States lost a great man, as succinctly put in the obituary note by the family: *"He was a remarkable and loving husband, father, grandfather and a great American."*

He served under four presidents, both Republican and Democrat, and all said he was above politics, his country always first and above all other considerations. He was the one, in February 2003, who made the case at the United Nations to invade Iraq because of the "chemical weapons of mass destruction" that the country had and posed a threat to the world. Later in life he would say "I will always regret" having used false information to justify the Iraq invasion. He admitted that "this will always be on my record."

We join all who are bowing down in his memory and we say: "*Paix à son âme!*" –May his soul rest in peace!

***Haiti in the news –negatively!** There's no way pushing the Haiti crisis under the rug again, whatnot with the kidnapping of the 17 American missionaries. All the major newspapers covered that on front page last Sunday and it remained number one news on the television networks until it was bumped to second place, as stated above. But it won't soon disappear because this time it was "Americans" who were kidnapped.

Based on the narrative in the press, one would think that only Americans were kidnapped that day. But reports from Haiti mentioned 30 other kidnappings that Saturday by the "*400 Mawozio*" gang which exercises control over the Croix-des-Bouquets region, only 15 miles northeast of the capital.

A team of the FBI is in Haiti, the Miami Herald reported Monday (October 18), and contact has been made with the "*400 Mawozo,*" though nothing is said about the nature of the contact. Are negotiations under way to obtain the release of the missionaries for ransom? See HAPPENINGS, beginning on front page, for more detail on the situation, including the stranglehold of the gangs on the country, defying the authorities who fled for their life during a skirmish with a powerful gang in Port-au-Prince.

***Former First Lady Martine Moïse grabs more attention with another video.** For October 17 marking the 215th anniversary of the assassination of Jean-Jacques Dessalines, the emancipator of Haiti, Martine Moïse released a video in which she compares the assassination, last July 7, of her husband to that of Haiti's first emperor.

The eight minutes of the video are divided equally, with Dessalines getting the first four minutes and Jovenel Moïse the last four. Just as Dessalines was assassinated for defending the rights of the poor against the "oligarchs" of his era, Martine says,

General Colin Powell

Jovenel Moïse also was murdered because he was defending the rights of the poor that have been left behind by current day "oligarchs" who have grabbed the wealth of the country for themselves.

But what happened in the case of Dessalines, for whom *"justice was never found, won't happen this time because we won't stop until justice is found for Jovenel,"* she asserts. *"They had persecuted Claire Heurese,"* Dessalines' widow, who died a pauper, she says. *"In my case,"* she adds, *"they've started their persecution, trying to frighten me, having a judge harassing me. But it won't work because we're determined to find justice for Jovenel." It won't be like it was for Dessalines!"* She waxed eloquent when she maintains that *"his blood will be like fertilizer for the movement that will keep his vision alive!"*

If the record of Jovenel Moïse were not known, Martine could get away with her new campaign of elevating him to the height of Jean-Jacques Dessalines. But it's known that he was "elected" under an indictment for money laundering. During his four-and-half year rule, he committed all sorts of crimes — financial, political and social. The most horrendous of these was the assassination of the lawyer Monferrier Dorval, August 28, 2020, yards away from his residence where he was also assassinated, at Pèlerin 5. Justice has been denied in the case of the former president of the Port-au-Prince Bar Association. Martine knows much about that because Jovenel Moïse himself said publicly that the lawyer *"died at 10:15 [pm] and three minutes later my wife showed me the video."* Her husband who refused that the Police depose her conducting the investigation on the attorney's assassination protected her. She must be heard on what she knows about that assassination—and more.

Indications are that, while he was president, Jovenel Moïse continued his illegal activities that led to his indictment for money laundering. Indeed, his illegal commercial ventures were on a grander scale, for there's no way to explain the millions of dollars, with estimates of $15 million to $45 million, found at their residence after this assassination. No wonder she has enough cash to continue her campaign till doom's day. After all, she went back into the residence when she returned from Miami where she was briefly hospitalized for the superficial wounds she suffered on the night of the assassination, and emerged with a sack full of cash in high denomination bills. Marie Martine Ētienne Joseph Moïse will never tell how many millions were in there!

We warn the simpletons not to be hoodwinked by a sweet-talking happy widow who thinks we are a bunch of fools!

***Before we sign off, a quick update on the deteriorating situation and the reaction of certain sectors.** Of the nine (9) entities that are constitutionally mandated to name members to an independent Electoral commission which were contacted to do so by Prime Minister Ariel Henry, eight (8) have refused to do so. All mention the worsening insecurity situation for their decision, adding that no election is possible in the current state of chaos in the country. The entities concerned include, among others, the Catholic Church, the Protestant Churches, the University Associations, the Press sector.

*On Monday, October 18, the leading personalities of the business sector, in a joint letter to the Prime Minister, state that all sectors of the society *"try to survive in a climate of unparalleled criminal insecurity."* Therefore, they invite the head of government to join the business sector in *"a frank, sincere and productive dialogue,"* with the members signing the invitation, as well as with others, at a date left to his choosing. They request a *"quick response to allow for arrangements to be made to so proceed."*

Signing the invitation are the heavyweights of the business sectors: Laurent St. Cyr, president of CCH, Jean Philippe Boisson, president of AmCham, Wilhelm Lemke, president of ADIH, Raina Forbin, president of ATH.

It appears that a consensus is being found against Prime Minister Ariel Henry. Some even say the days of the neurosurgeon-turned-single head of the double Executive political system are counted!

RAJ
raljo31@yahoo.com

The Great Illusion: What Kenneth Merten didn't tell Washington and the American People

By Jacques-Raphaël Georges *

" Keep destroying, Ambassador Merten! Keep destroying! Keep destroying! Keep destroying! Keep destroying the United States foreign policy! Keep destroying American values! Keep destroying Haitian institutions! Keep destroying the security of the Haitian People! Keep destroying the Haitian Intelligentsia! Keep destroying the Haitian system of justice! Keep destroying, Ambassador Merten! Keep destroying! Keep destroying! Keep destroying! Keep destroying everything until you have nothing left to destroy but yourself!" (Jacques-Raphaël Georges, MD, DAV.)

If someone breaks into your house and threatens your family, you call the cops. Who do you call if a bunch of bandits invade your country? Would you dial Washington? Since the collapse of the Soviet Union, the closest thing to a centralized authority or to an enforcer of norms, is America – American power!

But what if the cops were corrupt and sinister? What if the cops were manipulating the crime scene? What if the investigators were covering up for the criminals? What if cops and criminals were working hand-in-hand?

This is the method of Mr. Kenneth Merten: Break the barometer to prolong, at all costs, the democratic brigandage in Haiti!

At the beginning of the Martelly administration, we saw Ambassador Kenneth Merten who was not a Tonton-Macoute, who passed for a liberal democrat, commenting about "the double nationality" of his protégé, Martelly, using the most revelatory phrase I can remember. He did not tell Joe Biden that one day, in March 2012, in Port-au-Prince, he calmed the angry People of Haiti who were railing at Martelly for lying about his American citizenship. "Martelly," he affirmed authoritatively "is not American citizen!." And by his demeanor, he was saying he doesn't want to hear about this business of Martelly's American citizenship anymore. Case closed!

This was the method of Kenneth Merten, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, the great creator of the new Haitian "Legal Bandit" who, with his armed bandits, would undertake the gangsterism of Haiti, now a bandit State. He broke the barometer to prolong, at all costs, the democratic brigandage in the impoverished Caribbean Island.

" Keep destroying, Ambassador Merten! Keep destroying! Keep destroying! Keep destroying the United States foreign policy! Keep destroying American values! Keep destroying Haitian institutions! Keep destroying the security of the Haitian People!

Suite en page 12

Journal 20 - 27 octobre 2021.qxp_HO 10/20/21 5:22 AM Page 15

L'Immortel Dessalines

Suite de la page 9

naissait les enfants naturels au même titre que les enfants légitimes, le mariage étant considéré comme un simple acte civil. Dessalines croyait en la répartition équitable de la richesse nationale. Quand les mulâtres eurent pris le contrôle économique et politique du pays, avec la complicité de quelques généraux noirs issus de la catégorie des anciens libres, ils prétendirent être les héritiers des anciens colons blancs et essayèrent de s'accaparer de tous les biens domaniaux du nouvel état au détriment du reste de la population noire, Dessalines s'y opposa. Il était un socialiste avant la lettre.

Des leaders de la trempe de Dessalines et de Capois ne plaisantaient pas avec les français qu'ils considéraient comme des ennemis, contrairement aux mulâtres qui fricotaient avec les blancs, imprégnés de la culture française, certains ayant même fréquenté des centres d'enseignement de France. Ceux-là n'avaient jamais accepté l'idée qu'ils étaient les égaux des anciens esclaves noirs. Ils n'étaient non plus d'accord que le pays soit totalement déconnecté de la France. Ainsi, certains généraux même quand ils ne manifestaient pas leur désaccord avec les lois promulguées par Dessalines, n'y adhéraient pas. Tel était le cas concernant les dispositions sur l'égalité de statut entre enfants légitimes et les enfants naturels ou celles qui consacraient l'égalité de tous les haïtiens devant la loi. Le général mulâtre Gérin eut à déclarer que la progéniture d'un esclave ne saurait jamais être égale à la sienne. Solutionner les problèmes liés au préjugé de couleur et aux différences d'origine sociale était un défi de taille pour Dessalines.

Le conflit éclata ouvertement entre les mulâtres et Dessalines quand celui-ci prit les dispositions pour bloquer les tentatives des mulâtres du Sud de s'approprier les biens des anciens colons. Il fit rentrer tous ces biens dans le patrimoine des villes et des régions. La corruption avait eu le temps de gangrener tout le Sud. Les mulâtres commerçaient clandestinement avec les anglais et les américains, ce qui représentait un manque à gagner considérable pour les caisses de l'état. Encore que ces pays ne nous reconnaissaient même pas en tant qu'état. Les anciens affranchis et les hauts dignitaires de l'armée commencèrent à s'accaparer des terres, des habitations et des maisons que les colons français ont abandonné dans leur fuite. Ils arrivèrent même à fabriquer de faux titres de propriété jaunis avec de la fumée pour avoir un aspect d'ancienneté. Dessalines mit un frein à toutes ces combines en réclamant la vérification de tous les titres de propriété. Dessalines à cette occasion prononça des paroles qui signèrent son arrêt de mort : « *De la même façon qu'on traite ceux qui volent des poules, des denrées ou du bétail, je ferai fusiller ceux qui ferment les yeux sur l'accaparement des biens de l'état. . .Avant de prendre les armes contre Leclerc, les mulâtres, tout fils de blancs qu'ils furent, ne recevaient aucun héritage de leur père. Comment comprendre que sitôt que nous ayons chassé les colons, ces fils se mettent à réclamer leurs biens ». « Les noirs dont les pères sont en Afrique, n'auront-ils donc rien* » ? Ce langage était inacceptable pour les factions mulâtres, qui décidèrent de passer à l'action. Dessalines quitta Marchand le 17 octobre 1806, pour rencontrer Pétion, Gérin et Yayou, à Port-au-Prince. Ce dont il ne se doutait pas c'est que ceux-là aussi étaient du complot.

Quand il arriva au Pont rouge, un groupe de soldats sous le commandement de Gérin ouvrirent le feu sur lui et son aide de camp, Charlotin Marcadieux, un mulâtre qui s'interposa entre Dessalines et ses assassins en l'embrassant pour le protéger. Ils furent tous deux criblés de balles. Le corps de l'empereur fut par la suite mutilé et éparpillé sur la voie publique. Ces assassins se montrèrent aussi atroces et féroces que les colons. Néanmoins, Défilée, femme de courage, resta fidèle à l'empereur et à l'idéal révolutionnaire même après la mort de celui-ci. C'est cette femme qui honora le cadavre de Dessalines, comprenant que les dépouilles du père de la Nation méritaient un traitement autre, après son assassinat. Toute seule, elle fit son enterrement. Le courage et la loyauté de l'impératrice n'étaient pas différents. Claire Heureuse, la femme de l'empereur qui soignait les soldats blessés en marge des batailles, allait honorer le nom de l'empereur, son projet et sa réputation en confrontant ses assassins.

Courage et loyauté

Le pouvoir, les grands moyens économiques et la richesse ne montaient pas la tête de Dessalines, ne le grisaient ni ne l'aveuglaient nullement. Il était conscient du fait que durant toute sa vie, les conspirations et les trahisons qu'attisaient divers intérêts ambitions économiques, constituaient une menace constante contre son projet, son existence et même contre celle de la nation. Cependant, face à ses responsabilités historiques, il ne se laissait jamais immobiliser par le danger. Il s'est battu pour la liberté et pour son peuple durant toute sa vie, sans rien attendre en retour. Comme il le disait lui-même : « *J'ai tout sacrifié pour une seule richesse : notre liberté* ».

Il ne s'est jamais fait d'illusion et savais que la trahison pouvait venir de l'extérieur comme de l'intérieur. Le 1e janvier 1804, il prononça ces paroles prophétiques : « *Si vous m'assassinez, vous connaitrez le sort des peuples ingrats* ». Nous, nous ne sommes pas ingrats et nous vous sommes éternellement reconnaissants Papa Dessalines. Nous savons aussi que vous aviez dit que vous n'avez pas peur du jugement des membres de votre génération ni de celui des générations à venir, si vous arriviez à sauver votre pays. Nous vous disons merci Papa Dessalines, car votre rêve s'est réalisé. Vous avez sauvé votre pays et vous nous avez sauvés. Vous avez réussi trois révolutions pour créer une nation. Vous avez rejeté le Code noir pour nous élever au rang d'Homme. Vous avez élevé la race noire à la dimension de toutes les autres et lui avez donné sa place dans l'histoire de l'humanité. Vous nous avez légué une déclaration d'indépendance qui représente un idéal pour toute l'humanité.

Vous êtes le plus grand révolutionnaire que la terre ait jamais connu.

Vous avez plané si haut, Jean-Jacques Dessalines que malgré tous les problèmes auxquels la nation a été confrontée, en tant que peuple, nous resterons toujours dans les tréfonds de la mémoire de l'humanité, comme l'oiseau posé sur la plus haute branche. Mes compatriotes, je vous ai présenté aujourd'hui comment un esclave est devenu soldat ; comment le soldat est devenu colonel, le colonel, général, le général, gouverneur, le gouverneur, empereur et enfin, comment l'empereur devint un immortel.

Je vous remercie

Garaudy Laguerre

17 octobre 2020

Journal 20 - 27 octobre 2021.qxp_HO 10/20/21 5:22 AM Page 16

Sports

LE FOOTBALL HAÏTIEN PRÉSENTEMENT EN SITUATION DEGRADANTE

Que signifie la correspondance de la FIFA au Comité de normalisation ?

Par Ricot Saintil

Plus de trois mois après la démission de Jacques Letang de son poste de président du Comité de normalisation, la FIFA donne enfin de ses nouvelles aux deux membres restants, Monique André et Yvon Sévère, dans une correspondance datée du 12 octobre 2021, dans laquelle elle fait le point sur la situation actuelle de cette organisation amputée de l'un de ses membres. Elle en a profité pour féliciter les efforts et l'engagement dont ils font montre dans l'exercice de leur mandat. L'instance mère du football mondial, renouvelle pleinement sa confiance au Comité de normalisation et fait, par ailleurs, de la nomination d'un nouveau président l'une de ses priorités.

Comment faut-il comprendre cette démarche de la FIFA, à un moment où la présence du Comité de normalisation se révèle inexistante ?

Cette structure tient les rênes du football haïtien, depuis janvier 2020. Dûment mandaté par la FIFA, pour sortir le football haïtien de la crise provoquée suite aux accusations d'abus sexuels portées contre le Dr Yves Jean-Bart. Environ huit mois après son installation, et au regard de la tâche qui lui a été confiée, le Comité de normalisation n'a concrètement posé aucune action pour répondre aux préoccupations des dirigeants, des joueurs et des clubs de football. Hormis le respect des échéances internationales par les équipes nationales, le football haïtien, fondamentalement tourné autour des championnats nationaux, est à l'arrêt depuis quelques temps, sans date de reprise. Aucune communication officielle sur les raisons expliquant l'arrêt prolongé des championnats nationaux, sur la façon dont il compte procéder : pour gérer les affaires courantes, réviser les statuts de la Fédération haïtienne de football (FHF) et organiser des élections pour un nouveau comité exécutif. Néanmoins, la FIFA semble ne pas trop s'intéresser aux préoccupations des dirigeants, des entraîneurs des joueurs et des journalistes haïtiens qui souffrent de la descente aux enfers du sport roi haïtien, faisant de la nomination d'un nouveau président pour remplacer Jacques Letang l'une de ses priorités. Voici la teneur de cette lettre :

« *Par la présente, nous souhaitons vous rassurer que la nomination d'un(e) nouveau(elle) Président(e) est l'une des priorités de la FIFA et de la Concacaf pour assurer une suite sereine à la mission du comité de normalisation* » a précisé la FIFA. Il faut rappeler que l'ancien président du comité de normalisation a été largement contesté par la famille du football, qui voyait en sa nomination une sorte de récompense pour avoir présidé la commission qui a conduit à la suspension à vie de M. Jean-Bart, mais aussi pour son ignorance du milieu. Que peut-on attendre de la nomination d'un nouveau président par la FIFA qui, visiblement, s'en fout pas mal des besoins réels du football haïtien et des revendications des différents acteurs intervenant dans le milieu ? Un nouveau président sorti de nulle part, n'ayant aucun amour pour le jeu, incapable de réunir, autour d'une même table, tous les acteurs du secteur pour prendre leurs doléances et les soumettre à la FIFA, partira, certes, les poches pleines, comme Jacques Letang, mais sans avoir rien fait.

La FIFA, malgré, l'incapacité dont fait montre les membres du Comité de normalisation â œuvrer pour la bonne marche du football haïtien, a salué le travail des membres restant. « *Nous sommes heureux de constater les efforts et l'engagement sans faille des membres restants du comité de normalisation dans l'avancée des tâches inhérentes à leur mandat* », a-t-elle ajouté. Le Comité de normalisation, visiblement, rend des comptes uniquement à la FIFA, qui, elle, n'accorde aucune valeur à nos Championnats nationaux, à nos équipes de jeunes et á l'Équipe nationale senior. Si c'était le cas, elle saurait que depuis plusieurs mois les championnats nationaux sont à l'arrêt, et toutes nos équipes de jeunes sont démobilisées. Elle saurait également que, jusqu'ici, la famille du football est encore dans l'attente de voir les premiers signaux vers la matérialisation de la tâche confiée au Comité de normalisation.

Gérer les affaires courantes de la FHF, réviser les textes de la FHF, organiser les élections d'un nouveau comité exécutif et la transition financière à l'arrivée dudit comité, tels sont les grands chantiers confiés au Comité de normalisation. Malheureusement plus de huit mois après, nous ne sommes toujours pas en mesure de situer le travail déjà effectué

Suite en page 13

FOOTBALL FÉMININ:

Corventina flambe pour ses débuts en France

Par Jacques Brave

La jeune star haïtienne fait des débuts tonitruants en France. Le week-end dernier, pour sa deuxième sortie, sous les couleurs du club champenois, elle a encore réalisé une performance exceptionnelle digne de sa jeune renommée. Ainsi, le stade de Reims, où elle a débarqué, il y'a à peine quelques semaines, le prodige a galvanisé l'équipe, qui a remporté ses deux premières victoires de la saison, marquant deux buts et passe décisive sur un troisième. Les rémoises n'avaient, jusque-là, remporté aucun match et les voilà avec deux victoires consécutives, depuis la rentrée de la star haïtienne, la dernière, à domicile, devant un des clubs ambitieux, Bordeaux, et surtout avec la manière, puisque cinq buts ont été marqués par les champenoises. Ainsi, l'équipe est montée dans la première moitié du classement, occupant désormais la sixième place sur 12 clubs qui constituent la Ligue Arkemia, la première division française de football féminin.

L'arrivée de Corven a donc transformé l'ensemble, qui voit la suite de la saison avec ambition. Aussi la jeune Mirebalaisienne confirme-t-elle, au plus haut niveau, tout ce qu'on disait d'elle, depuis bientôt cinq ans.

En plus de ses grosses qualités techniques acquises dans les rues à Mirebalais, en jouant avec les garçons, de ses qualités athlétiques avec une puissance qui lui permet de s'imposer dans les duels et lui garantissent une superbe frappe de balle, sa chance fut d'avoir pu travailler beaucoup dans l'environnement, sous la direction d'éducateurs compétents et passionnés, comme Fiorda Charles, Géraldine Calixte, Yvette Félix, James Moriset, Bruni Pierre Richard, Esther Milord et aussi d'encadreuses, comme l'ancienne internationale Nella Joseph, véritable deuxième mère, ou père, pour les garçons et les filles, un encadrement exceptionnel de l'Académie Camp Nous où elle est arrivée alors qu'elle venait tout juste d'avoir 11 ans.

C'est grâce au réseau d'entraîneurs de qualité, tous bénévoles, les CTR (Conseillers techniques régionaux) déployés et mis en place par la Fédération haïtienne de football (FHF), sur toute l'étendue du territoire national, depuis plus d'une décennie, et qui ont un œil expert et avisé sur tout ce qui se passe dans leur

Corventina en action !

région, que des talents au grand potentiel, comme Corventina, Nérilia, Batcheba, Roseline, Sherly, etc. etc., ont pu être détectés et dirigés vers Camp Nous. Corven est venue de la métropole du Bas Plateau, Mirebalais, découverte par l'un des meilleurs éducateurs du pays, Jean-Claude Josaphat, qui l'a amenée, à 11 ans. Toute petite, elle ne payait pas de mine et à voir arriver la gamine, un de ses soigneurs ne s'est pas gêné de s'écrier : « *Pa gen gadri isitt la, kote Josafa prale ak ti bebe sa a... Èske w pote bibwon pou li* » ?

À ce moment-là, il n'y'a avait pas encore un groupe de son âge au Centre, raconte un coach qui a travaillé avec Camp Nous. Alors elle s'entraînait dans une catégorie d'âge supérieure, attendant la prochaine détection qui se faisait chaque été — une année pour les filles et l'année suivante pour les garçons — alors l'été suivant, rapporte dans une vidéo l'ex-DTN Wilner Étienne, sur You Tube, Corven fit exploser le mini championnat, servant de détection, démantelant les défenses et alignant des scores inhabituels. L'entraîneur Josaphat, qui a un œil ouvert sur tout ce qui bouge en football, dans le Bas Plateau, dira qu'il l'avait découverte lors des interminables matches de football que les jeunes garçons disputaient sur la place, devant l'église Saint Louis de Mirebalais et avait tout de suite senti qu'il s'agissait d'une perle rare qu'il emmena tout de suite à Croix des Bouquets.

L'une des grosses qualités de la vedette est son mental, sa soif de réussir, sa passion à aller au-delà de ses limites, avec une rigueur et une discipline exemplaires. Il est vrai que les dirigeants de la FHF ont senti qu'il s'agissait d'une perle rare et, de fait, lui ont donné un encadrement de première qualité, créant un environnement pour qu'elle s'épanouisse pleinement : diète appropriée (ration végétale et de légumes), et à souhait. Elle a même été envoyée en France pour un séjour en clinique spécialisée lorsqu'elle se blessait trop souvent. La jeune kine française Alicia Cerulli, kinésithérapeute bénévole des équipes nationales féminines haïtiennes, l'ayant reçue dans sa clinique ultra spécialisée de Bastia, pendant une quinzaine de jours, pour soigner une pubalgie rebelle, qui l'avait tenue, pendant longtemps, hors des terrains de jeu et ayant le souci de la France de la conseiller régulièrement.

De même aussi, selon ce qui se disait, à l'époque, la FHF n'avait pas hésité à financer un voyage à Lyon pour son stage avec l'OL, en novembre 2018, autant pour son avenir comme future professionnelle et pour augmenter son capital de confiance. Ainsi elle a pu s'entraîner avec les stars championnes d'Europe de l'OL . De même, se rappelle-t-on, les dirigeants haïtiens avaient engagé tout leur poids dans leurs contacts internationaux pour obtenir de la FIFA une

Suite en page 13